



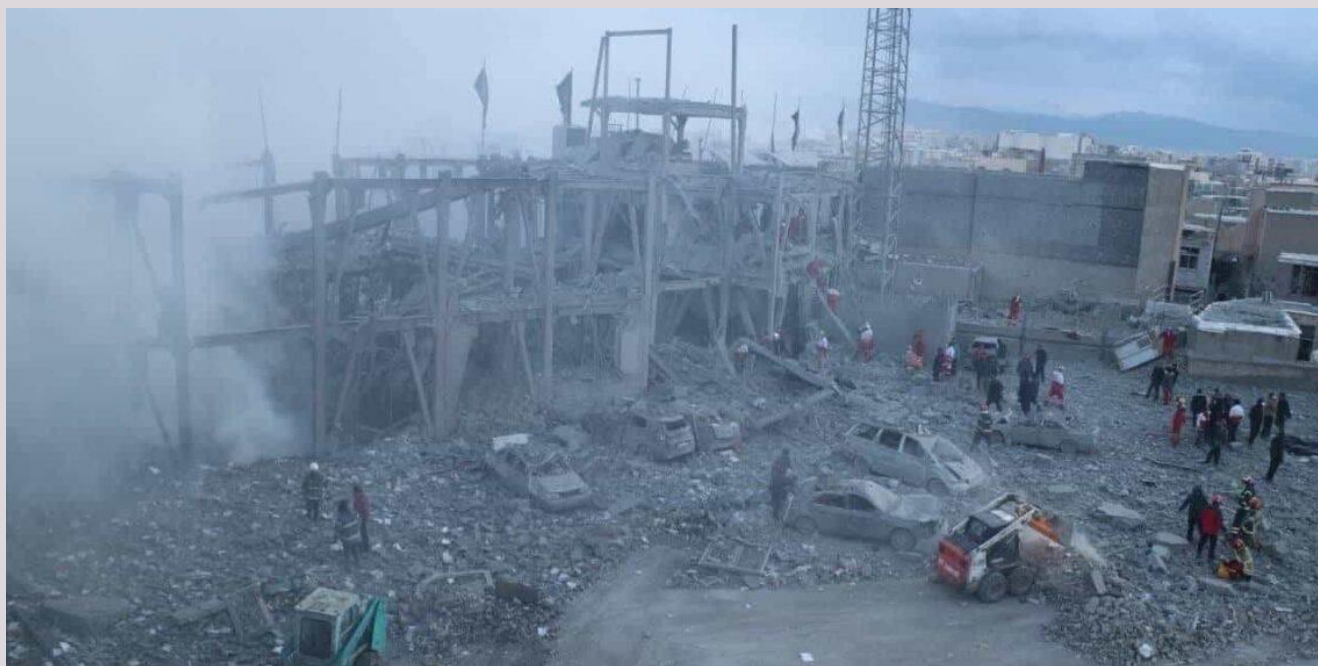
- Iran : La guerre comme accélérateur de la précarisation des travailleur.euses2
- Le 1er mai n'est pas un jour de fête pour les travailleurs/euses, mais une journée de lutte..... 4
- Extrait d'une déclaration commune des organisations indépendantes d'Iran.....5
- A propos d'autres victimes « collatérales » de la guerre Israélo-américaine contre l'Iran6

Dossier de la réunion publique pour l'arrêt de la guerre en Iran et au Moyen-Orient 9

- Introduction de Benoît Teste.....10
- Intervention au nom des trois organisations syndicales.....11
- Intervention de Benoît Teste (FSU), sur le secteur de l'enseignement.....13
- Intervention de Mazdak Kafaï (SSTI), Iran : Guerre, dictature et crises multiples..... 14
- Intervention de Leila Hossein-zadeh, militante iranienne, ancienne prisonnière politique.....19
- Intervention de Lana Sadeq, Palestinienne de Cisjordanie23
- Intervention de Gilbert Achcar, professeur émérite à SOAS (Université de Londres)26
- Intervention de Sara, exilée de la nouvelle génération.....29

- Guerre en Iran : Face à la complicité des États, solidarité des travailleur-ses.....30
- Quelques exemple des conséquences de la guerre sur le monde du travail.....32
- Iran : la guerre invisible des chiffres et des corps.....34
- Les fédérations syndicales internationales appellent à un cessez-le-feu35
- La République islamique a exécuté au moins 1 639 personnes en 2025.....37

Iran : La guerre comme accélérateur de la précarisation des travailleur.euses



Une inflation qui détruit les conditions de vie

Les chiffres officiels du Centre statistique iranien pour mars 2026 sont sans équivoque : 50,6% d'inflation annuelle, 71,8% en glissement annuel, et plus de 112 % pour les produits alimentaires.

Derrière ces statistiques, une réalité sociale brutale : la population travailleuse est confrontée à une destruction continue de ses conditions d'existence. Se nourrir, se loger, se soigner devient chaque jour plus difficile. L'inflation n'est plus une donnée économique : elle est un mécanisme d'appauvrissement massif.

Une crise ancienne, aggravée par la guerre

La guerre n'a pas créé cette situation. Elle l'a accélérée.

Avant même l'escalade actuelle, l'économie iranienne était déjà en crise : sanctions, récession, corruption structurelle, instabilité du marché du travail. Dans ce contexte, la guerre agit comme un amplificateur brutal.

Chaque choc supplémentaire — perturbations logistiques, incertitudes sur la production, tensions politiques — se traduit immédiatement par des pertes d'emploi, des retards de salaire et une hausse des prix.

Travailler sans salaire, survivre à crédit

À l'usine Darugar, à Téhéran, les ouvriers continuent de produire malgré plusieurs mois d'arriérés de salaires. Selon l'agence ILNA, dépendant du ministère de travail, certain.es employé.es n'ont perçu que trois à cinq mois de rémunération, tandis que d'autres affirment ne plus pouvoir nourrir leur famille.

Le phénomène est structurel : en Iran, travailler ne garantit plus de percevoir un salaire. Le retard de paiement devient un outil de gestion de la crise par le transfert du coût sur les travailleur.euses eux-mêmes. Endettement, privations, impossibilité de se projeter deviennent la norme.

Les licenciements déguisés en "fin de contrat"

Dans la ville d'Illam, les travailleur.euses de la raffinerie de gaz de Chavar ont manifesté après la suppression de plus de 150 emplois sur environ 350. *(Lire la suite en page suivante) →*

← (suite de la page précédente)... **Iran : La guerre comme accélérateur de la précarisation**

Officiellement, il ne s'agit pas de licenciements, mais de « contrats arrivés à expiration ». Cette mécanique permet de rendre invisibles les suppressions d'emplois et d'éviter toute responsabilité directe de l'employeur.

Entre l'entreprise, les sous-traitants et les autorités locales, les responsabilités se dissolvent. Mais les conséquences, elles, sont bien réelles : chômage, perte de revenus et absence totale de protection.

Sous-traitance : un outil de précarisation systémique

Le système de sous-traitance n'est pas un simple mode d'organisation du travail. Il est devenu un dispositif central de précarisation.

Il permet de maintenir des travailleur.euses sur des projets pendant des années sans leur garantir la moindre stabilité. Dès qu'une crise éclate, ils/elles deviennent de simples "contrats expirés", sans recours.

L'État et les employeurs : une responsabilité partagée

Il est impossible de séparer les responsabilités de l'État et des employeurs privés. Les uns licencient ou retardent le paiement des salaires, les autres tolèrent, organisent ou normalisent ces pratiques.

Ce n'est pas un déficit de régulation : c'est une logique de gestion de crise où la priorité est donnée à la protection des profits, au détriment des moyens de subsistance.

La guerre comme outil de discipline sociale

Dans ce contexte, la guerre devient aussi un instrument politique et social.

Elle permet de justifier les licenciements, de retarder le paiement des salaires, de criminaliser les protestations et d'imposer l'idée que le moment n'est pas à la revendication mais à la résignation.

Mais sur le terrain, cette "patience" imposée se traduit par la faim, les loyers impayés, les soins reportés et la dégradation quotidienne de la vie.

Une crise du travail et du pouvoir

La crise actuelle dépasse largement la question des salaires ou de l'emploi. Elle est aussi une crise du pouvoir et de la représentation.

Dans de nombreux cas, les travailleur.euses se tournent vers les institutions sans obtenir de réponse. Les mécanismes officiels apparaissent inefficaces, voire totalement déconnectés des réalités sociales.

Fragmentation des luttes et nécessité d'organisation

Les luttes restent isolées : ici des salaires impayés, là des licenciements, ailleurs des arrêts de production. Cette fragmentation permet au pouvoir de réduire chaque conflit à un problème local ou technique. C'est précisément ce qui rend centrale la question de l'organisation indépendante des salarié.es, des comités de travailleur.euses, et des réseaux de solidarité. Non pas comme principe abstrait, mais comme nécessité concrète face à la dégradation des conditions de vie.

L'entrée dans une nouvelle phase de crise sociale

Inflation massive, salaires confisqués, licenciements déguisés et précarisation généralisée dessinent une dynamique claire : la classe ouvrière est entrée dans une phase de dégradation structurelle de ses conditions d'existence.

Une phase que ni les discours officiels, ni les appels à la "stabilité", ni les justifications liées à la guerre ne parviennent à masquer •

Le 1^{er} mai n'est pas un jour de fête pour les travailleurs/euses, mais une journée de lutte des travailleurs/euses en Iran et dans le monde entier



Manifestation du 1^{er} mai 1945 à Téhéran. Sur la pancarte, on peut lire : « Journée de travail de huit heures ! », « L'assurance sociale est un droit fondamental ! » - « Adoption du code du travail ! »

Dans le monde entier, le 1^{er} mai est associé à la mémoire de l'affaire de Haymarket et au sang versé par les travailleurs/euses pour la conquête de la journée de huit heures. En Iran, cette date s'enracine dans des luttes qui ont émergé dès le début du siècle dernier, parallèlement à l'essor de l'industrie moderne : imprimeries, chemins de fer, mines, puis raffineries et usines.

Avec la Révolution constitutionnelle iranienne de 1906, les premières étincelles de conscience sociale et professionnelle ont émergé parmi les travailleurs/euses et les artisans, qui ont compris que sans unité, aucun droit ne leur serait accordé.

Au cours des décennies suivantes, avec l'essor de l'industrie pétrolière, du textile, des transports et des grandes usines, la classe ouvrière iranienne a pris un visage plus affirmé. Dans des villes comme Téhéran, Tabriz, Rasht, Abadan et Bandar-e Anzali, les premières manifestations, grèves et commémorations du 1^{er} mai ont été organisées. Les travailleurs/euses revendiquaient des salaires équitables, des horaires de travail décents, la sécurité de l'emploi et le droit de s'organiser — des revendications simples et élémentaires, auxquelles il fut le plus souvent répondu par la répression.

La décennie des années 1940 peut être considérée comme l'un des tournants les plus importants du mouvement ouvrier iranien : une période durant laquelle, avec une relative ouverture de l'espace politique, les syndicats et les unions professionnelles se sont développés, permettant à des milliers de salarié.es de faire entendre une voix commune. C'est également à cette époque que les travailleurs/euses ont pris conscience que leur force ne résidait pas dans l'effort individuel, mais dans l'unité collective.

Mais l'un des moments les plus marquants de l'histoire ouvrière en Iran fut peut-être la grève des travailleurs du pétrole en 1978-1979, lorsqu'en interrompant le flux du pétrole, ils ébranlèrent le pilier central de l'économie du régime monarchique. Ils démontrèrent que la force du monde du travail, lorsqu'il est uni, peut changer le cours de l'histoire. Cet événement rappelle une vérité constante : aucune puissance n'est supérieure à celle des peuples qui travaillent.

Après cela, la lutte ne s'est plus interrompue. Au cours des dernières décennies, les travailleurs/euses iraniens se sont de nouveau dressés contre des privatisations dévastatrices, des salaires dérisoires, des arriérés de paiement, des contrats précaires, l'absence de sécurité de l'emploi et les restrictions au droit d'organisation. De Haft Tappeh à Ahvaz Steel Complex, des mines aux usines, des enseignants et infirmières aux retraités et aux chauffeurs, une même revendication s'est exprimée : une vie digne, des droits humains et le respect du travail.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)... **Le 1^{er} mai n'est pas un jour de fête**

Le 1^{er} mai en Iran est une journée pour rendre hommage à celles et ceux qui ont fait tourner les machines des usines, bâti les villes, extrait le pétrole des entrailles de la terre, posé les rails et construit les routes, et qui, pourtant, ont trop souvent été broyés par les rouages de l'injustice. Cette journée rappelle qu'aucun droit n'a été accordé en cadeau, et que tout ce qui existe est le fruit de la résistance de générations qui ont payé le prix pour un avenir meilleur.

Le 1^{er} mai en Iran n'est pas une simple journée du monde du travail ; c'est une journée de lutte des travailleurs/euses qui, de la Révolution constitutionnelle à aujourd'hui, ont résisté pour le pain, la liberté, la justice et la dignité humaine — et qui continuent encore de se tenir debout •

Extrait d'une déclaration commune des organisations indépendantes d'Iran



Le 1^{er} mai est une journée de lutte et d'affirmation de la puissance de la classe ouvrière face au système capitaliste.

L'agression imposée à notre peuple par les États bellicistes que sont les États-Unis et Israël a semé la mort, la destruction, la pauvreté et le chômage, poussant des conditions de vie déjà précaires aux limites de l'insupportable.

Les objectifs de l'impérialisme américain, du régime sioniste expansionniste, ainsi que ceux de la République islamique dans cette guerre, ne servent en rien les intérêts du peuple iranien.

Dans ces conditions, de lourdes responsabilités incombent aux travailleurs/euses conscients ainsi qu'aux forces révolutionnaires et éprises de liberté.

Le mot d'ordre de l'arrêt immédiat de la guerre doit être, en ce moment, notre priorité. Mettre fin à la guerre permettra, d'une part, au peuple de respirer, de réduire les massacres et les destructions et, d'autre part, d'ouvrir davantage la voie à l'organisation et au développement des luttes de masse.

À cette étape, les travailleurs/euses doivent faire de l'exigence d'un arrêt immédiat de la guerre — pour la paix, le pain et la liberté — le principe directeur de leurs combats.

Syndicat des ouvriers de la canne à sucre de Haft Tappeh

Comité de coordination pour aider à la création d'organisations syndicales

Travailleurs/euses retraité-es du Khuzestan

Groupe de l'Union des retraités

Vive le 1^{er} mai !

A propos d'autres victimes « collatérales » de la guerre Israélo-américaine



Le fragile cessez-le-feu dans la guerre d'agression israélo-américaine en Iran entame son deuxième jour, et il est encore trop tôt pour évaluer précisément l'ampleur des dégâts, tant humains que matériels. Le bilan des victimes et l'étendue des destructions seront certainement plus élevés que prévu. Cependant, un grand nombre de personnes d'origine asiatique ont été touchées, directement ou indirectement, par ce conflit.

Il s'agit notamment des travailleurs/euses immigré.es dans les pays du Golfe, en particulier aux Émirats arabes unis et au Qatar, qui ont perdu leur emploi depuis plus d'un mois en raison des bombardements, et surtout de la fermeture du détroit d'Ormuz.

On a même déploré des morts et des blessés parmi les travailleurs et les équipages des cargos et des pétroliers, dont un marin indien.

La situation est tellement grave que certain.es responsables et militant.es des droits de l'Homme ont réagi, dont Dr. Faizi, écologiste indien qui a écrit au Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres. Dans son « Appel urgent à protéger 35 millions de travailleurs/euses migrant.es dans le contexte de la crise de la guerre du Golfe » ¹, il écrit :

« Les pays du Golfe persique accueillent la plus grande population de travailleurs/euses migrant.es au monde. Dans la plupart des villes du Golfe, les migrant.es représentent 75 à 90 % de la population. Leurs envois de fonds vers leurs pays d'origine, comme les Philippines, le Bangladesh, le Sri Lanka, le Népal, le Soudan et l'Égypte, constituent une part importante de l'économie locale. Ces travailleurs/euses expatrié.es vivent et travaillent généralement dans un environnement relativement paisible, largement à l'abri des violences et de la xénophobie qui sévissent dans de nombreuses régions occidentales. ». [...]
« L'attention portée au pétrole a occulté cette profonde crise humanitaire qui touche 35 millions de personnes en Asie et en Afrique. »
(Lire la suite en page suivante) →

1 - Appeal to António Guterres: Urgent Call to Protect 35 Million Migrant Workers Amid Gulf War Crisis in World, by Dr S Faizi, 05/04/2026

<https://countercurrents.org/2026/04/appeal-to-antonio-guterres-urgent-call-to-protect-35-million-migrant-workers-amid-gulf-war-crisis/>

← (suite de la page précédente) **A propos d'autres victimes « collatérales » de la guerre**

Il s'agit de la sécurité des travailleurs/euses migrant.es, de la menace qui pèse sur leurs emplois, du risque d'effondrement économique dans leurs pays d'origine et du traumatisme psychologique subi par les familles séparées par la distance et l'incertitude. Les conséquences de cette guerre s'étendent bien au-delà des zones de conflit immédiates et des marchés pétroliers, pourtant la crise existentielle à laquelle sont confrontées ces millions de personnes reste largement ignorée. »

Vous trouverez ci-dessous quelques exemples de travailleurs/euses migrant.es blessé.es à la suite de cette guerre :

« Ahmad Ali, un immigré bangladais de 55 ans, effectuait sa tournée habituelle de livraison d'eau potable aux habitant.es des Émirats arabes unis lorsque l'Iran a lancé ses premières attaques de représailles contre les pays du Golfe [Persique].

Des débris d'un missile ont traversé sa camionnette de livraison, le tuant sur le coup et mettant fin à trente années passées aux Émirats.

« Mon père a dit à mon cousin qu'il reviendrait bientôt », a déclaré le fils d'Ali, Abdul Hoque, depuis Barlekha, dans l'est du Bangladesh. « Mais ce furent ses dernières paroles. Il est mort instantanément lorsque sa camionnette a été touchée. »

Depuis le 28 février, Téhéran a lancé vague après vague des attaques de missiles et de drones contre les États du Golfe en représailles aux frappes américaines et israéliennes contre l'Iran.

Dans une région qui abrite plus de 35 millions de travailleurs/euses migrant.es, originaires pour la plupart d'Asie du Sud, nombre des victimes étaient des travailleurs/euses étranger.es occupant les emplois les moins bien rémunérés dans les économies du Golfe.

Parmi les quatorze civils tués dans le Golfe Persique depuis le début du conflit, selon un décompte de l'AFP, huit étaient des ressortissants étrangers originaires du Pakistan, du Népal, du Bangladesh et d'Inde. »²

Face à l'absence de signes d'apaisement, plusieurs pays du Golfe ont généralisé le télétravail et l'enseignement à distance. Les alertes répétées et les bruits d'interceptions de la défense aérienne alimentent l'anxiété des habitant.es, tandis que les travailleurs/euses migrant.es poursuivent leurs activités quotidiennes à l'extérieur.

« Nous essayons de garder notre calme et de continuer à travailler comme d'habitude », a déclaré Binoy, un ingénieur indien installé à Dubaï, qui a souhaité conserver l'anonymat.

Résident de Mohammed Bin Zayed City, en périphérie d'Abu Dhabi, Binoy a confié que les explosions fréquentes dues aux interceptions étaient inquiétantes.

« Nous savons qu'il s'agit d'interceptions, mais cela reste préoccupant », a-t-il ajouté.

Une infirmière philippine à Dubaï, qui a souhaité être identifiée comme Jane, a expliqué qu'elle continuait à se rendre au travail tout en essayant de faire abstraction du bruit incessant.

Ce problème a également été abordé dans les médias occidentaux, notamment dans les journaux anglo-saxons, dont le Washington Post.

Ce journal écrit dans son édition du 2 avril 2026³ : *« Les travailleurs immigrés font tourner Dubaï, mais n'ont pas les moyens de fuir les frappes iraniennes.*

Les immigré.es venu.es dans les villes du Golfe pour gagner leur vie et envoyer de l'argent à leurs familles sont les plus durement touché.es par le conflit. » (Lire la suite en page suivante) →

2 - Migrant workers bear brunt of Iran attacks in Gulf, <https://www.arabnews.com/node/2636623/middle-east>

3- <https://www.washingtonpost.com/world/2026/04/03/iran-war-migrant-workers-casualties/>

← (suite de la page précédente)... **A propos d'autres victimes « collatérales » de la guerre**

Après avoir cité plusieurs exemples concrets des souffrances des travailleurs/euses migrant.es, le journaliste du Washington Post conclut :

« Dans le quartier industriel d'Al Quoz à Dubaï, où vivent de nombreux travailleurs/euses migrant.es, le linge sèche sur des cordes à linge devant de petits appartements dans des immeubles bas. Des livreurs, des femmes de ménage et des employé.es de restaurant discutent en plusieurs langues devant un étal de rue où l'on sert des rôtis afghans tout juste sortis du feu. »

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), la région accueille 24 millions de travailleurs/euses migrant.es, ce qui en fait la première destination mondiale pour la main-d'œuvre étrangère. La plupart d'entre eux/elles viennent d'Asie : Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Philippines et Indonésie. Nombre de ces travailleurs/euses occupent des emplois précaires ou mal rémunéré.es et ont un accès limité aux soins de santé, indique l'OIT.

D'après les informations disponibles, au moins 12 travailleurs/euses migrant.es d'Asie du Sud sont décédé.es à ce jour des suites du conflit. ⁴

Dans un rapport détaillé, Human Rights Watch a décrit la situation douloureuse des travailleurs/euses immigré.es dans les pays du Golfe ravagés par la guerre. ⁵

Le rapporteur de l'organisation conclut : *« Les gouvernements et les employeurs devraient prendre des mesures concrètes pour protéger les travailleurs/euses pris.es entre deux feux, à des milliers de kilomètres de chez eux/elles, et qui, malgré des risques importants, occupent des emplois essentiels dans toute la région du Golfe [Persique]. »*

Ces travailleurs/euses, comme écrit NPR, ont « nulle part où aller ».

« Bien que Guevarra soit de nationalité philippine, rentrer dans son pays d'origine ne serait pas chose facile.

C'est la réalité de millions de travailleurs/euses migrant.es au Moyen-Orient et dans le Golfe Persique. Certain.es, comme Guevarra, occupent des emplois hautement qualifiés dans les secteurs de la santé et des affaires, mais la grande majorité travaille dans des emplois essentiels, souvent invisibles, qui assurent discrètement le bon fonctionnement des sociétés de luxe de la région. » ⁶

En Europe, y compris en France, on parle davantage de la flambée des prix de l'essence et du diesel que des tragédies de la guerre, ainsi que du sort des peuples iraniens sous les bombardements et de la situation critique des populations des pays asiatiques pauvres •

3- <https://www.washingtonpost.com/world/2026/04/03/iran-war-migrant-workers-casualties/>

4- Asia's migrant workers debate if Gulf jobs are worth deadly risk of Iran war, <https://www.bbc.com/news/articles/c0kr8lrpekmo>

5 - <https://www.hrw.org/news/2026/03/31/gulf-countries-conflict-hardships-leave-migrants-in-limbo>

6 - <https://www.npr.org/2026/03/17/nx-s1-5745692/migrant-workers-trapped-gulf-war>

Arrêt immédiat de la guerre impérialiste !

DOSSIER

Réunion publique pour l'arrêt de la guerre en Iran et au Moyen-Orient



Vendredi 10 avril 2026, à la Bourse du travail de Paris

Le 28 février, les Etats-Unis et Israël ont commencé à bombardier l'Iran, causant parmi la population civile un nombre croissant de morte.es et de blessé.es. Ont été également visés des quartiers résidentiels, des hôpitaux, des raffineries, des usines, des infrastructures vitales, etc.

Il est maintenant prouvé que les soit-disant "frappes chirurgicales" sur des objectifs purement politiques et/ou militaires n'étaient qu'un grossier mensonge.

Même si une trêve fragile a été décrétée le 8 avril, rien n'est pour autant réglé, et les bombardements peuvent redémarrer à tout moment.

Ce déluge de feu venu du ciel a été utilisé par la République islamique d'Iran comme argument pour renforcer la répression contre une population ayant déjà déploré en janvier au moins 30 000 mort.es et plus de 54 000 arrestations. Une nouvelle vague d'exécutions capitales est en cours. Une pollution record et aux effets durables, frappe les êtres vivants, l'air et l'eau.

Des décennies seront nécessaires pour réparer les dégâts causés aux habitations et aux infrastructures.

Cette guerre a également des conséquences sociales dramatiques pour les populations civiles qui doivent faire face à toutes les pénuries, à l'accélération de l'inflation à des pertes d'emplois et de salaires. Les femmes sont particulièrement touchées.

La démocratie ne peut être l'œuvre que des peuples eux-mêmes

En Iran comme ailleurs, la démocratie ne peut pas être instaurée par en haut à coup de missiles et de bombes, puis par des "sauveurs suprêmes" arrivant dans les fourgons d'armées étrangères. Elle ne peut résulter que d'un processus social et politique se développant au sein du pays.

Un préalable est l'arrêt immédiat de la guerre et la chute d'un régime détesté par plus de 80 % de la population. La République islamique d'Iran doit être renversée par les peuples d'Iran, qui depuis des années ne cessent de lutter pour leur émancipation. C'est à eux que doit revenir de juger les dirigeants du régime actuel.

Pour les mêmes raisons, nous condamnons le génocide à Gaza et l'intervention militaire israélienne au Liban.

En ce qui concerne l'Iran, nous apportons notre soutien aux iranien.nes et iraniens se battant pour :

- La libération de l'ensemble des prisonniers politiques et d'opinion ;
- L'arrêt immédiat des exécutions et l'abolition de la peine de mort et de l'usage de la torture ;
- La liberté d'organisation, de faire grève et de manifester ;

(Lire la suite en page 29) →

← (suite de la page précédente) **Réunion publique pour l'arrêt de la guerre**

- Le respect et le développement des droits démocratiques et sociaux, notamment ceux des femmes, des salarié.es, des minorités nationales, religieuses et sexuelles ainsi que ceux des réfugié.es d'Afghanistan ;
- L'instauration de sanctions internationales contre les dirigeants iraniens et leurs familles ;
- La levée des sanctions économiques et politiques dirigées contre la population.

Nous soutenons plus particulièrement les militant.es qui, en Iran et dans la diaspora, cherchent à faire entendre les voix de celles et ceux qui luttent en Iran pour en finir avec la République islamique d'Iran. Ils/elles luttent pour la justice sociale, l'égalité, la liberté et le droit à l'autodétermination.

Ils/elles se battent pour un avenir défini du bas vers le haut par les intéressé.es eux/elles même. Un avenir reposant sur l'auto-organisation de la population.

Nous partageons leur opposition aux monarchistes qui, autour de Reza Pahlavi, se présentent comme une alternative à la République islamique.

Leur programme autoritaire et ultralibéral, est en totale contradiction avec les revendications sociales et démocratiques portées par la jeunesse, les femmes, les travailleur.euses et les minorités nationales et sexuelles.

Lors de cette réunion publique nos quatre organisations ont tout d'abord pris successivement la parole.

Sont ensuite intervenu.es :

- Leila Hosseinzadeh, militante iranienne, ancienne prisonnière politique,
- Lana Sadeq, Palestinienne de Cisjordanie, de l'association 'Forum Palestine Citoyenneté',
- Gilbert Achcar, originaire du Liban, professeur à SOAS (Université de Londres),

La parole a enfin été donnée aux personnes présentes dans la salle.

L'ensemble de cette réunion fait l'objet d'une vidéo accessible à l'adresse suivante :

http://www.iran-echo.com/videos/contre_guerre_video.mp4

On trouve également sur le site de SSTI une transcription des 8 premières interventions à l'adresse :

http://www.iran-echo.com/echo_pdf/10042026_dossier.pdf

Introduction de Benoît Teste

Je suis un ancien secrétaire général de la FSU, et je suis chargé d'animer cette soirée. Je vous remercie toutes et tous pour votre présence.

Nous sommes malheureusement au cœur de la tourmente du peuple iranien. Nous allons réfléchir ensemble à la situation, et surtout témoigner notre solidarité.

- Nous commencerons par les interventions des quatre organisations ayant appelé à cette soirée : CGT, FSU, Solidaires et SSTI.

- Nous aurons ensuite une table ronde avec trois intervenant.es : l'iranienne Leila Hosseinzadeh, la palestinienne Lana Sadek, et Gilbert Achcar d'origine libanaise.

- Dans un troisième temps, aura lieu un échange avec la salle pendant lequel tout le monde pourra s'exprimer et poser des questions.

Je passe tout de suite la parole à Maryline Ricci et Patricia Grillo pour une courte intervention au nom des trois organisations syndicales•



Intervention au nom des trois organisations syndicales

par Patricia Grillo (CGT) et Maryline Ricci (Union syndicale Solidaires)

On a discuté entre nous avant le début de la guerre acuelle, et on s'est dit qu'au vu des massacres de janvier, il serait bien de commencer par une minute de silence en hommage à toutes les victimes du régime iranien.

Le 28 février, l'Iran est devenue la cible de frappes causant parmi la population civile un nombre croissant de morte.es et de blessé.es.

Dès le premier jour des bombardements, plus de 150 enfants ont été massacré.es dans une école. Ont été également visés des quartiers résidentiels, des hôpitaux, des raffineries, des usines, des infrastructures vitales

Il est maintenant prouvé que les soit-disant *"frappes chirurgicales sur des objectifs purement politiques et/ou militaires"*, n'étaient qu'un grossier mensonge.

Ce déluge de feu venu du ciel est utilisé par la République islamique d'Iran comme argument pour renforcer la répression contre une population ayant déjà déploré en janvier au moins 30 000 mort.es et plus 54 000 arrestations.

Une nouvelle vague d'exécutions capitales est en cours ;

Au 9 avril, les autorités iraniennes ont exécuté au moins 14 personnes :

Mehdi GHASSEMI, Saleh MOHAMMADI, Saeed DAVOUDI, Ali FAHIM, Mohammad-Amin BIGLARI, Shahin VAHEDPARAST, Amir Hossein HATAMI, Kourosh KEYVANI, Akbar DANESHVARKAR, Babak ALIPOUR, Pouya GHOBADI, Mohammad TAGHAVI SANGDEHI, Abolhasan MONTAZER, Vahid BANI AMERIAN.

Comme cela était prévisible le régime iranien a riposté aux frappes des Etats-Unis et Israël en utilisant des méthodes comparables. De son côté, l'État d'Israël a envahi une partie du Liban.

Une trêve de deux semaines a été récemment annoncée, mais personne ne sait ce qui se passera à l'issue de cette période. En attendant la guerre continue dans plusieurs pays de la région, notamment au Liban.

Une pollution record et aux effets durables, frappe les êtres vivants, l'air et l'eau.

Des décennies seront nécessaires pour réparer les dégâts causés aux habitations et aux infrastructures.

Et pour couronner le tout, le risque d'accident nucléaire est réel, la centrale nucléaire de Bouchehr, a été la cible d'un bombardement, samedi dernier.

Cette guerre a également des conséquences sociales dramatiques pour les populations civiles, notamment les personnes déplacées, qui doivent faire face à toutes les pénuries, à l'accélération de l'inflation, à des pertes d'emplois et de salaires.

La guerre génère inévitablement des pertes d'emploi ; Les femmes comme partout dans le reste du monde ont souvent la charge de l'essentiel des tâches domestique, ainsi que celles en lien avec tout ce qu'on appelle « le soin », et qui permettent aux sociétés de fonctionner.

Avec les bombardements, ces tâches quotidiennes sont devenues dangereuses. Par ailleurs, l'état de guerre accentue les violences qui se répercutent au sein des foyers.

Une extension mondiale du conflit n'est pas écartée.

Il est plus urgent que jamais :

- que les belligérants fassent enfin taire leurs armes,
- que d'autres pays ne s'engagent pas à leur tour dans ce conflit au nom de la défense de leurs intérêts économiques.

(Lire la suite en page suivante) →



Maryline Ricci (Union syndicale Solidaires)

← (suite de la page précédente) **Intervention au nom des trois organisations syndicales**

En Iran comme ailleurs, la démocratie ne peut être que l'œuvre des peuples eux-mêmes

La démocratie ne peut être imposée de l'extérieur. Elle ne peut naître ni des missiles, ni des bombes, ni de prétendus "sauveurs suprêmes" arrivant dans les fourgons d'armées étrangères.

Elle ne peut être le fruit d'un processus social et politique enraciné dans le pays.

A cela, il y a un préalable : l'arrêt permanent de la guerre et la chute d'un régime détesté par plus de 80 % de la population.

La République islamique d'Iran doit être renversée par les peuples d'Iran eux-mêmes — ces peuples qui, depuis des années, résistent, s'organisent et se battent pour leur émancipation.

Et c'est à eux, et à eux seuls, que doit revenir le droit de juger les dirigeants actuels.

Nous, organisations syndicales — la CGT, la FSU et l'Union syndicale

Solidaires — affirmons notre soutien aux Iraniennes et aux Iraniens en lutte.

Nous soutenons leur combat pour :

- La libération de toutes les prisonnières et tous les prisonniers politiques et d'opinion ;
- L'arrêt immédiat des exécutions, l'abolition de la peine de mort et de la torture ;
- La liberté de s'organiser, de faire grève et de manifester ;
- Le respect et le développement des droits démocratiques et sociaux, notamment pour les femmes, les travailleurs, les minorités nationales, religieuses et sexuelles, ainsi que pour les réfugiés afghans ;
- L'instauration de sanctions internationales contre les dirigeants iraniens et leurs familles. ;
- La levée des sanctions économiques et politiques qui frappent la population.

Nous apportons un soutien particulier aux militantes et militants, en Iran comme dans la diaspora, qui font entendre la voix de celles et ceux qui luttent pour en finir avec la République islamique.

Ils et elles portent une vision : celle de la justice sociale, de l'égalité, de la liberté, et du droit à l'autodétermination.

Ils et elles se battent pour un avenir construit par le bas, un avenir décidé par celles et ceux qu'il concerne, un avenir fondé sur l'auto-organisation du peuple.

Nous partageons leur opposition aux monarchistes qui, autour de Reza Pahlavi, se présentent comme une alternative à la République islamique.

Le programme autoritaire et ultralibéral de Reza Pahlavi et son entourage, est en totale contradiction avec les revendications sociales et démocratiques portées par la jeunesse, les femmes, les travailleurs.euses et les minorités nationales et sexuelles•

Non à la guerre, vive la vie !



Patricia Grillo (CGT)



Intervention de Benoît Teste (FSU), sur le secteur de l'enseignement

Je vais parler au nom de la FSU, mais aussi des autres organisations syndicales, de la situation spécifique des enseignant-es.

La FSU est particulièrement sensible à la situation des enseignant-es d'Iran. De plus, nous parvenons à suivre ce qui se passe parce qu'il existe sur place une coordination des associations professionnelles enseignantes. Celle-ci est affiliée à l'Internationale de l'Education à qui parvient leurs témoignages sur la situation et les luttes qui sont menées, ainsi évidemment que les difficultés rencontrées.

Ce mouvement, cette résistance des enseignant-es d'Iran est vraiment intéressant. Comme toutes les autres résistances, elle est réprimée.

Il est très difficile de monter un syndicat en Iran. D'ailleurs ce qui existe ne sont pas des syndicats en tant que tels, ce sont des associations professionnelles, ainsi qu'une coordination de ces organisations.

Ces structures appellent à des mobilisations et des luttes dans des conditions de répression terrible qui rendent difficile l'action syndicale.

Quand on voit la manière dont les enseignant.es tentent de contourner la répression, cela force l'admiration et le respect. Cela nous apprend beaucoup de choses, et nous donne envie d'être à leur côté pour les soutenir.

Comme souvent, dans les pays où il y a de la répression, les enseignant.es sont en pointe dans les luttes car ils/elles sont en prise avec la jeunesse. Nous entendons souvent des témoignages d'enseignant.es dont certain.es ont eu des responsabilités dans ces associations, et qui sont en exil aujourd'hui.

Ils/elles nous disent à quel point l'éducation est mise à mal là-bas. Le régime en place et les bombardements actuels mettent à mal l'avenir-même du pays. Voir cette jeunesse sacrifiée suscite la colère et suscite des tentatives de mobilisation.

Depuis très longtemps, les enseignant.es, comme les autres professions, subissent des restrictions très fortes, des entraves aux droits syndicaux, au droit de se réunir et de faire grève, à la possibilité d'agir librement

Comme pour les autres secteurs de la société, un tournant a eu lieu avec le mouvement Femme, Vie, Liberté. Les enseignant.es ont pris toute leur place dans la mobilisation. Environ 400 enseignant.es ont été arrêté.es en raison de leur engagement syndical. C'était une répression très ciblée, très organisée. Une répression spécifiquement organisée contre le monde de l'éducation.

Lors des mobilisations des 8 et 9 janvier dernier, de nouvelles arrestations ont eu lieu. Une campagne a été menée par la coordination des associations professionnelles de l'enseignement. Elle a consisté à dire il y avait dans les établissements 230 chaises vides. La campagne sur les 230 chaises vides portait en particulier sur les enfants ayant disparu au lendemain d'une répression ayant causé de nombreuses morts. Le chiffre de 230 est minimal, on ignore s'il y a eu d'autre décès. Les enseignant.es ayant été arrêté.es ou tué.es laissaient des classes sans enseignant.e, et cela causait un grand vide.

Face à cette violence, la coordination a organisé une journée de deuil et de grève dans les écoles, en incitant les enseignant.es à ne pas se rendre dans les établissements et les familles à garder leurs enfants à la maison, C'était une manière de braver la répression.

Une troisième étape a lieu aujourd'hui avec les bombardements. Des infrastructures éducatives déjà fragilisées ont été touchées. Des écoles et des universités ont été bombardées. Le premier jour des bombardements, il y a notamment eu plus de 150 mort.es dans une école, bombardée par les Etats-Unis. Selon les sources gouvernementales, en plus de ces morte.es là, 160 élèves et 14 enseignant.es auraient été tué.es. Ces chiffres sont incomplets mais ce sont les seuls dont on dispose à cette heure.

Il y a aussi l'isolement, qui concerne tout le monde avec la coupure d'Internet. Il est devenu presque impossible de se réunir, ce qui entrave complètement tout fonctionnement syndical. Les camarades iraniens, pour autant qu'ils veulent témoigner.

(Lire la suite en page 31) →

Iran : Guerre, dictature et crises multiples

Intervention de Mazdak Kafai de la Solidarité Socialiste pour les travailleurs en Iran- France (SSTI)

Avertissement : ce texte a été rédigé par Mazdak pour lui servir de support à son intervention dans diverses réunions publiques. Pour des raisons de manque de temps, certains passages ont été écourtés lors de son intervention à la tribune de la réunion du 10 avril à Paris.

Depuis l'annonce du cessez-le feu le 7 avril, les Etats-Unis comme la République islamique d'Iran clament avoir remporté une victoire. Ce sont les peuples d'Iran qui sont les principales victimes de cet affrontement. Sans oublier les Libanais qui subissent une agression militaire et l'occupation israélienne du sud-Liban.



Une trêve incertaine dans un contexte explosif

Si cette trêve constitue un répit important pour les populations civiles, il faut lutter, notamment dans les pays du nord, pour que la guerre ne reprenne pas. De ce point de vue, notre réunion publique revêt un caractère important.

Pour l'instant, les termes de la négociation ne sont pas clairement établis et acceptés par les deux parties, ce qui rend cette trêve fragile. Trump s'inscrit dans la longue histoire des ingérences et guerres impérialistes pour le contrôle des ressources de la région. C'est son but de guerre, en tant que représentant des majors pétroliers et militaires US. C'est également son but à titre personnel, puisque lui et ses proches ont des intérêts directs dans le pétrole

Netanyahou a quant à lui son propre agenda, comme il le montre en poursuivant son agression contre le Liban.

Une stratégie de destruction à grande échelle

Les conséquences de cette guerre pour l'Iran sont considérables. Au-delà des milliers de victimes civiles, les bombardements ont visé des infrastructures essentielles :

- hôpitaux, écoles et universités,
- zones résidentielles,
- installations industrielles et pharmaceutiques,
- sites pétrochimiques et gaziers,
- routes et ponts.

L'objectif de cette guerre est d'affaiblir durablement les capacités productives de l'Iran, et faire que cet État soit incapable de peser dans la région, au prix d'un effondrement social durable.

Le but de guerre pour Israël est de rendre l'Iran inoffensive dans la région, et s'octroyer durablement le monopole de la puissance et de la violence au Moyen-Orient. Un Iran réduit à l'état actuel de la Syrie, l'Irak, le Yémen ou l'Afghanistan. Les exemples ne manquent pas dans la région...

Cette guerre impérialiste a été applaudie par les monarchistes iraniens qui représentent l'extrême-droite autoritaire, violente et ultra-libérale. Les peuples d'Iran s'en souviendront.

La guerre de juin 2025 avait déjà mis un coup d'arrêt momentané aux mobilisations sociales en cours, notamment l'importante grève des camionneurs qui intervenait après un mouvement national de contestation mené par les infirmières et infirmiers.

Nous étions un certain nombre à dire à la fin de l'agression militaire de juin 2025, que la guerre reprendrait certainement à moyen terme, et que les mouvements sociaux aussi referaient surface. En effet, les conditions de vie ne cessent de se dégrader en Iran, *(Lire la suite en page suivante) →*

← (suite de la page précédente) **Intervention de Mazdak Kafai (SSTI)**

le poids de la dictature est de plus en plus insupportable, le régime avait perdu une grande partie de sa base sociale et de sa légitimité notamment après le soulèvement « Femme, vie, liberté » de 2022.

Le soulèvement de fin décembre 2025-début janvier 2026 a été massif, et a été noyé dans le sang par le régime. Selon diverses estimations, il y aurait eu plus de 30 000 mort.s, des milliers de blessé.es, des arrestations massives et des disparitions. A la faveur de la guerre, a également eu lieu une accélération des exécutions et condamnations à morts. Le chef du pouvoir judiciaire Gholam-Hossein Mohsen Ejeï réclame aujourd'hui des condamnations rapides et sévères contre les manifestant.es.

C'est cette dictature sanglante que soutiennent certains réseaux militants campistes qui pensent que la lutte légitime contre l'ordre israélo-étatsunien dans la région passe par un alignement sur la République islamique d'Iran. Au lieu de construire des convergences entre les classes populaires de la région contre les dominations réactionnaires, impérialistes et coloniales, ces campistes opposent les peuples entre eux, et se rangent du côté des dictatures.

Une société déjà profondément fragilisée

Cette guerre intervient alors que la société iranienne est frappée par des crises multiples et par la violence de la dictature : crise économique et sociale, crise environnementale, structures autoritaires dictatoriales et patriarcales de la République Islamique, racisme « grand Perse » à l'égard des minorités nationales, et traitement colonial de régions périphériques du pays (par exemple au Baloutchistan et au Kurdistan). Tout ceci forme un substrat hautement inflammable. Les mouvements sociaux éclatent à intervalle de plus en plus rapprochés, ils sont de plus en plus puissants, et s'affrontent de plus en plus violemment au pouvoir. À chaque fois, la base sociale du régime se réduit davantage et la République Islamique d'Iran se trouve toujours plus fragilisée et contrainte de réprimer encore plus violemment les aspirations légitimes de la population.

Le dernier soulèvement n'a pas explosé dans un ciel serein. Il fait suite à des vagues de contestations sociales et démocratiques à répétition, dont celles marquantes de 2009 contre la réélection frauduleuse d'Ahmadinejad, celle de 2017-2018 et de novembre 2019 contre la vie chère et l'explosion des prix du carburant, et bien sûr le soulèvement « Femme, vie, liberté » suite au meurtre de Mahsa Jina Amini par la police des mœurs. A chaque fois a eu lieu une extension de la géographie de la lutte, et la répression du régime a été toujours brutale.

Mais les 8 et 9 janvier dernier le régime a organisé un black-out total en coupant internet pour commettre un massacre de masse, dépassant de loin par son ampleur les répressions contre les précédents mouvements. Depuis, internet est toujours coupé et les communications très difficiles avec l'intérieur. A mesure que la République islamique d'Iran s'affaiblit, sa violence à l'égard de la population se fait plus forte. Le pouvoir ne tient que par la force et la brutalité de sa répression.

Le fossé entre le régime et la population s'était déjà profondément creusé avec le mouvement « Femme, vie, liberté » de 2022. A l'issue de la répression du soulèvement des 8 et 9 janvier dernier, puis de la guerre américano-israélienne, la population est plus que jamais dans une détestation massive du pouvoir en place.

Le soulèvement « Femme, vie, liberté », a mis en lumière à l'échelle mondiale, les processus sociaux endogène qui sont les vecteurs de changements, et qui doivent conduire au renversement de la République islamique d'Iran. En occident, beaucoup ont trop souvent tendance à analyser l'Iran à partir des enjeux géopolitiques, en négligeant l'agentivité des peuples d'Iran, de la jeunesse, des femmes et des travailleurs/euses.

La mort de Jina Mahsa Amini le 16 septembre 2022, assassinée par ce qui est appelé la « Police des mœurs », a été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Intervention de Mazdak Kafaï (SSTI)**

Un peu comme la mort par immolation du jeune vendeur ambulancier Mohamed Bouazizi, a été en 2011 l'élément déclencheur de la révolution tunisienne et des printemps arabe.

L'assassinat de Jina, jeune femme kurde, concentrait en lui un grand nombre de facteurs d'oppressions croisées que la République Islamique fait subir aux peuples d'Iran. L'oppression à l'égard des jeunes, celle à l'égard des femmes, et bien sûr celle à l'égard des minorités nationales et religieuses.

Tout ceci dans une société où, à mesure que la misère explose, la surexploitation devient de plus en plus violente.

Le soulèvement « Femme, vie liberté » qui était une mobilisation sur l'ensemble du territoire, rassemblant femmes et hommes, a lui aussi été réprimé terriblement par le pouvoir. Au Baloutchistan et au Kurdistan, les modes de répression relevaient de la répression coloniale et les forces du régime n'ont pas hésité à tirer à balle réelle sur les manifestant.es. Ce mouvement, il faut le rappeler dans le contexte occidental, n'était pas un mouvement contre le voile, mais bien un mouvement contre le voile imposé. Il portait aussi en lui une colère et une détestation du régime dans son ensemble, y compris des sommets du pouvoir. Plus personne ne croit à des réformes, les manifestant.es réclament désormais la chute du régime.

Le soulèvement qui a commencé fin décembre 2025 a eu pour facteur déclenchant la question de la survie économique et sociale d'une immense majorité des Iraniens et Iraniennes, qui doivent faire face aux privations et à la dégradation de leurs conditions de vie.

Et à la moindre occasion, de nouveaux soulèvements éclateront. Car l'ensemble des facteurs qui ont poussé aux différents mouvements se sont aggravés.

Un bilan catastrophique

Le bilan économique, social et environnemental de l'Iran est catastrophique. Bien sûr, les sanctions internationales y sont pour quelque chose. Et la ré-institution des sanctions européennes en septembre dernier, qui se sont ajoutées à celles imposées par Washington ont augmentées les difficultés de la population.

Du fait de ces sanctions, l'Iran qui est un des pays les plus riches en ressources pétrolières et gazières, vend son pétrole à la Chine à un prix très inférieur à celui pratiqué sur le marché mondial.

Avant cette guerre, l'Iran qui détient la deuxième réserve mondiale de gaz, importait 300 millions de mètres cubes de gaz naturel de Russie, tout ceci pour pallier ses pénuries, dû à un sous-investissement chronique. C'est le cas aussi pour l'essence qui est importé par manque de capacités de raffinage !

La République Islamique qui n'hésite pas à employer une rhétorique anti-impérialiste, est en fait complètement dépendante économiquement des impérialismes chinois et russe.

Le pouvoir cherche à utiliser les sanctions et la guerre pour masquer ses échecs, les problèmes de fond, la crise profonde et chronique, le fossé croissant entre l'État et la société, le mécontentement croissant des couches populaires, l'échec de l'administration, la corruption structurelle et l'affaiblissement des institutions.

L'été dernier, comme le précédent, une série d'explosions, de coupures d'électricité et d'eau généralisées dans plusieurs villes, ont une fois de plus mis en évidence la faiblesse évidente de l'appareil étatique dans la gestion des crises. Ces crises sont récurrentes et s'approfondissent.

Mais, les coupures d'électricité et d'eau dans les villes du nord et du centre, la pollution généralisée des nappes phréatiques, la destruction des forêts primaires (les forêts hyrcaniennes) et des ressources agricoles par exemple, démontrent l'incapacité de l'État à gérer efficacement les ressources.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Intervention de Mazdak Kafaï (SSTI)**

Enfin, l'Iran est particulièrement frappé par les effets du réchauffement climatique et par la sécheresse. Les politiques destructrices de l'environnement menées par le régime, et notamment par les entreprises liées aux Gardiens de la révolution ont aggravé la situation. A tel point qu'à l'automne dernier, les dirigeants de la République islamique d'Iran ont envisagé de faire évacuer Téhéran !

Ces crises mettent également en lumière le poids de la corruption, du clientélisme et l'économie de prédation. Des élites politico-religieuses et les Gardiens de la révolution accaparent les ressources, tout en maintenant une majorité de la population dans une situation de dépendance et de précarité.

Sur le plan économique, le pays est frappé depuis plusieurs années par une hyperinflation, et la monnaie nationale se déprécie constamment. En 10 ans, selon les chiffres officiels, la monnaie iranienne s'est dépréciée d'environ 94% face au dollars.

Selon le Centre Statistique d'Iran, en 2018-2019, l'inflation était de 26,9% ; et de 34,8% en 2019-2020. Cette situation s'est aggravée pour atteindre 45,8% en 2022-2023. Aujourd'hui nous sommes au-dessus des 100% d'inflation et les prévisions de la Chambre de commerce de Téhéran prévoyait une inflation de 65% pour la fin de l'année. Avec la guerre, la situation s'est bien sûr détériorée.

Et encore une fois il ne s'agit là que de statistiques officielles. En fait, les prix alimentaires ont explosé bien au-delà, et cette tendance était en place bien avant la guerre. Par exemple, le prix du pain a été multiplié par deux en juillet 2025.

Le PIB est en déclin du fait notamment de la baisse des revenus des exportations pétrolières. Pour donner une idée comparative dans la région, en 2023 la Turquie avec 85 millions d'habitants avait un PIB de 1 118 milliards de dollars, celui de l'Iran avec 92 millions d'habitants atteint à peine 405 milliards de dollars la même année. Celui-ci devrait chuter aux alentours des 341 milliards en 2026.

Aujourd'hui, les salaires des travailleurs/euses, sont tombés sous le seuil de pauvreté. D'ailleurs, certains secteurs comme celui de la construction ont établi des minimas salariaux inférieurs au seuil de pauvreté. Des millions d'Iranien.nes vivent désormais dans des conditions de pauvreté relative ou absolue. Plus de 60% de la population se retrouve sous le seuil de pauvreté.

En 2024, le coût du panier de subsistance était estimé à 583 dollars alors que selon les estimations les plus hautes, le salaire moyen était de 220 dollars. Le loyer mensuel d'un logement moyen varie entre 600 et 1300 dollars pour une chambre.

Avec la guerre, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs/euses qui se sont retrouvés sans salaire du jour au lendemain. Ils/elles sont nombreux et nombreuses à avoir perdu leur emploi. Le chômage et la misère explosent. Selon Donyae Eghtesad, le principal journal économique d'Iran, l'appareil productif est à l'arrêt, il y a une pénurie des produits de première nécessités et une réduction drastique des importations.

Un pouvoir totalement délégitimé

Parallèlement à ces enjeux quotidiens, le régime est frappé par une crise de légitimité politique atteignant des niveaux inégalés. Dans ce contexte, les divergences au sein du régime filtrent régulièrement. C'est le cas notamment ces derniers jours entre ceux qui souhaitent un compromis avec Trump, et ceux qui souhaitent poursuivre la confrontation.

La direction des Gardiens de la révolution et les élites du régime profitent largement des sanctions internationales, notamment par l'organisation du marché noir, ainsi que par leur mainmise sur la rente pétrolière et sur les produits des ventes de pétrole à la Chine.

Ils font partie des grandes fortunes du Moyen-Orient. Leur mainmise sur les ressources et l'économie iranienne sont notoires, notamment par le biais du contrôle des ports du sud du pays. Ils ont par ailleurs le contrôle des Fondations (Bonyad) qui font partie des grandes holdings de la région.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Intervention de Mazdak Kafaï (SSTI)**

Ces Fondations ne sont pas imposables. Officiellement leurs responsables ne rendent de compte qu'au Guide et détiennent des pans entiers de l'économie iranienne (de l'agriculture aux hydrocarbures, en passant notamment par l'import-export, les ports et les compagnies aériennes. Quasiment rien ne leur échappe.

Parallèlement, avec la guerre, la structure politico-militaire de l'État a été mise sous pression. L'élimination de dirigeants militaires, politiques et religieux de premier plan, a reconfiguré la façade du régime. Celui-ci est désormais ouvertement dirigé par les Gardiens de la révolution, marginalisant davantage des figures comme celle du président de la République Pezeshkian.

Le régime en place adopte une politique encore plus dure à l'égard de la population. Il justifie cela par la guerre et la chasse aux collaborateurs et aux espions. Le pouvoir a profité de la guerre pour instaurer un climat sécuritaire étouffant : check point et quadrillage des villes, arrestations massives, pendoisons, menaces contre d'éventuel.les contestataires, etc.

Ce qui est certain, c'est que pour la République islamique d'Iran, « la guerre est une bénédiction divine ». C'est comme cela que Khomeiny qualifiait la guerre Irak-Iran. La guerre contre l'Irak lui avait permis de consolider son pouvoir et d'écraser la génération militante qui avait mené la révolution de 1979. A la signature du cessez-le-feu avec l'Irak, Khomeiny avait dit que pour lui c'était « boire un calice de poison ».

Aujourd'hui, le pouvoir en place cherche à utiliser la guerre pour écraser davantage la population, afin d'empêcher toutes les contestations sociales et mettre sous pression les secteurs militants de la société.

La nécessaire solidarité internationaliste

Malgré la dictature et la répression, les luttes referont surface. Rien qu'en 2024, moins de deux ans après l'écrasement du mouvement « Femme, vie, liberté » 2 400 manifestations et 170 grèves dans 31 provinces et 70 villes ont été recensées. Avec la censure, ces chiffres sont bien sûr en-dessous de la réalité.

Ce qui est certain, c'est que les mouvements de révolte et les soulèvements se sont enchaînés à des rythmes de plus en plus rapprochés ces dernières années. Il y a fort à parier que quand la guerre s'éloignera, le pays connaîtra d'autres explosions sociales encore plus profondes et plus massives.

Notre tâche ici, est évidemment de porter la voix de celles et ceux qui luttent en Iran contre la République islamique et les interventions impérialistes. De celles et ceux qui luttent pour la justice sociale et l'égalité.

Cela implique notamment dans l'immédiat de :

- dénoncer la guerre et ses conséquences,
- soutenir les mouvements sociaux en Iran,
- lutter contre la peine de mort,
- exiger la libération des prisonnier.es politiques,
- refuser toutes les ingérences étrangères et toute solution par en haut,
- soutenir le droit à l'auto-détermination des peuples d'Iran et du Moyen-Orient, contre tous les impérialismes, le colonialisme et la dictature.

C'est le sens de l'action de Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI).

C'est en ce sens qu'il faut faire du 1^{er} mai une date de mobilisation internationaliste.

C'est aussi le sens que nous donnons à notre mobilisation

(Lire la suite en page 31) →

La solidarité internationale est notre seule issue pour rester debout, pour transcender le "campisme" et rester fidèle aux peuples opprimés

Intervention de Leila Hosseinzadeh

Opposante iranienne, et ancienne prisonnière politique

Bonjour tout le monde,

Je voudrais d'abord remercier les syndicats français pour leur soutien constant aux luttes populaires et ouvrières en Iran, et les saluer pour avoir organisé cet événement.

Avant toute chose, je condamne l'agression militaire des États-Unis et d'Israël contre le territoire de mon pays ainsi que leurs multiples crimes de guerre contre les peuples d'Iran, de Palestine et du Liban.

Mes propos porteront principalement sur l'Iran et le régime de la République Islamique.

Au moment où je vous parle, quarante jours de guerre ont engendré la destruction d'une partie des infrastructures du pays, notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'industrie.

A ce jour, environ deux millions de personnes se retrouvent au chômage ; de nombreux et travailleuses du secteur privé ont été mis.es en congé sans solde. L'inflation a privé de nombreuses personnes des moyens de satisfaire leurs besoins élémentaires, et encore si le cessez-le-feu se maintenait, il faudrait s'attendre, d'ici un ou deux mois, à l'émergence de crises de subsistance encore plus graves, issues de la guerre. En effet, l'essentiel des coûts de reconstruction des maisons détruites pèse directement sur les gens eux-mêmes. Simultanément, de nombreuses activités économiques, en particulier celles fondées sur les réseaux sociaux ou exercées à domicile, ont été de fait anéanties par les longues coupures d'Internet. Les peuples d'Iran ont vécu un sentiment d'isolement et de détresse profonde à cause de la coupure prolongée d'Internet, au point que même la possibilité de prendre des nouvelles de la santé de leurs proches est devenue extrêmement limitée.

Le black-out numérique a également étouffé les voix des différentes strates de la société iranienne, condamnant au silence les récits de l'ensemble de la population face au fracas de la guerre. Le deuil des enfants et des citoyennes et citoyens tués.es par les bombes américaines et israéliennes vient s'ajouter à celui de plusieurs dizaines de milliers de personnes tuées par la République islamique lors des dernières protestations, à un moment où la population iranienne ne parvient à percevoir aucun horizon clair pour l'avenir.

Le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) a pratiquement pris le contrôle des affaires du pays. Dans les points de contrôle, les gens sont arrêtés même pour le simple fait de se connecter à Internet. Les arrestations d'activistes se sont intensifiées et les exécutions politiques se sont multipliées. Le régime iranien n'a même pas restitué à leurs familles les corps de six prisonniers politiques exécutés ces derniers jours.

Un discours quasi campiste s'est répandu parmi une partie des forces progressistes mondiales. Celles-ci considèrent la République islamique comme un élément de résistance face à l'impérialisme. Du fait que le régime iranien ne s'est pas effondré, et que le coût de cette guerre est considérable pour Israël les États-Unis, ces forces présentent le régime iranien comme une sorte de vainqueur de cette guerre.

Ce discours contient en lui l'une des erreurs d'analyse les plus fatales de notre époque :

Premièrement, parce que ce discours est incapable de voir qu'à notre époque il n'existe plus aucun camp ni pôle présentant ne serait-ce qu'une légère distinction du point de vue de sa nature politico-économique. En conséquence, ces guerres doivent être analysées dans le cadre d'un régime global unique de guerre, qui fait partie des mécanismes logiques de la concurrence entre impérialismes.



(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Intervention de Intervention de Leila Hossein-zadeh**

Deuxièmement, ce discours est incapable d'appréhender la nature de ces guerres du point de vue de la classe ouvrière mondiale.

Pour assurer sa survie dans une telle guerre, le régime de la République islamique a investi, pendant un demi-siècle entier, l'essentiel de la richesse accumulée issue du travail des travailleurs iraniens dans son industrie de guerre, transformant un pays aussi vaste que l'Iran en un véritable entrepôt de missiles. Ainsi, lorsque nous parlons des missiles et des drones iraniens, il faut prendre en compte que ce sont déjà un demi-siècle de vie de la classe ouvrière iranienne d'Iran qui ont été engloutis par ces armes.

Par ailleurs, dans le déséquilibre existant entre les forces engagées dans le conflit actuel :

- D'un côté les frappes de missiles des Gardiens de la révolution contre les intérêts américains et israéliens dans la région peuvent être considérées comme des "dommages" à l'échelle de la puissance économique-militaire de ces pays,

- De l'autre, l'Iran dans cette guerre, a en réalité été poussé vers la désindustrialisation. On peut à ce sujet parler de destruction, et non de simples dommages.

Troisièmement, la force motrice de cette guerre, pour la République islamique, n'a jamais été - et n'est toujours pas - la poursuite d'objectifs d'indépendance, d'émancipation ou la défense de la cause palestinienne ; elle réside bien plutôt dans une idéologie fasciste chiite qui soutient l'économie politisée de la République islamique.

Servant de fondement à l'expansion de la domination régionale de ce régime, celle-ci porte en elle-même la négation d'Israël.

Cette négation n'a jamais été fondamentale ni existentielle ; elle est restée cantonnée au registre idéologique. C'est pourquoi, dans les années 1980, lors de l'affaire McFarlane^[1], la République islamique a même participé à une transaction pour des armes organisée conjointement par les Etats-Unis et Israël. C'est pour cette même raison qu'il est aujourd'hui possible d'envisager un accord dans le cadre duquel Israël et le régime iranien pourraient, de manière implicite, se retrouver côte à côte.

Cette situation de l'Iran doit, une fois encore, être appréhendée dans le contexte de l'arrière-plan du système capitaliste international, au sein duquel les États-Unis recourent à l'intervention militaire pour infléchir les circuits des échanges pétroliers et énergétiques; à la fois cette dynamique et le projet israélien de domination du Moyen-Orient transforment la trajectoire de cette guerre en une voie sans retour, en ce sens que soit se produit une neutralisation complète du régime iranien au service des objectifs d'Israël, accompagnée simultanément du tournant recherché par les États-Unis à travers ce niveau d'action militaire suivi de négociations, soit sont engagées des actions militaires supplémentaires dans cette même direction.

L'élimination physique par les Etats-Unis et Israël de nombre de responsables du régime constitue une forme de purge sélective de la classe dirigeante iranienne. Celle-ci est destinée à faciliter la transition souhaitée, tout en maintenant en place une partie de cette classe afin de préserver la « stabilité » et le consensus. Toutefois, cette épuration pourrait aisément s'étendre davantage.

(Lire la suite en page suivante) →

[1] Au début de l'année 1985, le directeur du Conseil national de sécurité (NSC), Robert C. McFarlane, a organisé la vente de missiles antichars et antiaériens à l'Iran, croyant qu'une telle transaction permettrait d'obtenir la libération des otages américains au Liban, détenus par le Hezbollah. Cette vente, ainsi que plusieurs autres ventes d'armes à l'Iran en 1986 – en cherchant à utiliser Israël comme intermédiaire dans la transaction –, contredisaient directement la politique officiellement déclarée du gouvernement américain, qui consistait à refuser de négocier avec des terroristes ou d'aider l'Iran dans sa guerre contre l'Irak, une politique fondée sur la conviction que l'Iran était un commanditaire du terrorisme international. Une partie des 48 millions de dollars que l'Iran avait versés pour ces armes a été détournée par le NSC et remise aux Contras (Iran-Contra-gate) dans leur combat contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua. (Réd.)

← (suite de la page précédente) **Intervention de Intervention de Leila Hossein-zadeh**

Il convient de noter que la guerre contre l'Iran revêt, pour Israël et les États-Unis, une nature différente de leurs guerres à Gaza et au Liban : à Gaza et au Liban, la guerre menée par Israël vise la domination de leurs territoires, tandis que la guerre contre l'Iran a pour objectif l'affaiblissement et la reconfiguration de sa position géopolitique.

C'est sur cette base que se révèle à la fois le caractère illusoire de l'espoir placé par les campistes dans la République islamique pour résister aux États-Unis et à Israël, et la vente de chimères opérée par une opposition iranienne inféodée à Israël sous le nom de « renversement de la République islamique par une guerre propre de 48 heures ». Le cœur du problème est précisément là : les États-Unis n'ont jamais cherché à éliminer ni à renverser la République islamique; leur objectif a été uniquement de réajuster les relations, avec ou sans la République islamique.

Mais si tel est le cas, comment expliquer qu'une part importante de l'opinion publique en Iran n'ait, dans les faits, manifesté aucune opposition à une attaque des États-Unis et d'Israël, dans l'espoir que la République islamique soit renversée ?

Chères et chers camarades, c'est précisément ici que se situe le problème complexe le plus crucial auquel sont confrontées les forces progressistes en Iran, et c'est avant tout sur ce point que je sollicite aujourd'hui votre aide.

Le problème est le suivant : il n'existe aujourd'hui aucun grand média persanophone relativement indépendant ; les grands médias de l'opposition iranienne, financés par des sources budgétaires opaques, fonctionnent dans les faits comme des tribunes explicites de la propagande étatique. L'exemple le plus évident en est la chaîne Iran International, dont le financement est assuré par Israël, qui a à plusieurs reprises menées des entretiens directs avec Netanyahou. Au fil des années, en l'absence de toute alternative, cette chaîne a acquis une hégémonie très forte au sein de l'opinion publique iranienne.

Je peux vous expliquer, étape par étape, comment ce média a, dans sa couverture, boycotté l'agentivité des manifestantes et manifestants ainsi que des mouvements sociaux, comment il a censuré la représentation des mobilisations au profit d'une force inféodée à Israël, et comment, enfin, à travers une propagande continue et menée sur plusieurs années, il a inculqué à la population iranienne une forme d'acceptation, voire d'adhésion, aux bombardements.

Etant donné qu'à l'intérieur de l'Iran, le travail collectif et la construction de structures reposant sur l'auto-organisation de la population sont pour l'instant rendus impossibles, l'action médiatique acquiert une importance accrue. En l'absence de liberté d'expression ainsi que de médias critiques et indépendants autochtones, les médias basés à l'étranger se voient conférer un rôle central. Or, un travail médiatique à grande échelle exige des financements considérables, si bien que toute force aspirant à une indépendance vis-à-vis des États a d'emblée perdu la bataille du terrain principal de la politique à grande échelle en Iran. C'est pour cette raison qu'au milieu des clameurs bellicistes provenant de toutes parts, notre voix, notre analyse, ainsi que les efforts patients et continus que nous avons déployés pendant des années pour un travail organisé au sein des mouvements sociaux et de classe en Iran, demeurent inaudibles.

En Iran, au sein des mouvements étudiant, enseignant, ouvrier et féministe, nous avons, ces dernières années, poursuivi la résistance et la lutte malgré une répression parmi les plus sévères. Mais la manière dont les médias dominants nous présentent a malheureusement permis, à chaque fois, soit de passer notre existence sous silence et de la discréditer, soit de la récupérer à leur profit. C'est ainsi que, sur les ruines de Gaza, le slogan Femme, Vie, Liberté a été repris pour faire l'éloge d'Israël, alors même que nos camarades, emprisonné-es pour leur participation à ce mouvement, dénonçaient Israël depuis leur cellule – sans que leur voix soit entendue.

Camarades, nous avons besoin d'élargir les réseaux de solidarité de classe ; nous devons développer un soutien et une solidarité matériels et concrets afin de faire face (Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Intervention de Leila Hossein-zadeh**

à l'immense appareil de propagande des États. C'est pourquoi nous vous tendons la main, afin de partager expériences et idées sur les moyens de lutter contre la propagande de nos ennemis et de faire entendre une voix indépendante et progressiste.

Il est nécessaire de s'opposer aux propagandes d'État relayées par les médias dominants. Celles-ci trouvent aujourd'hui l'une de leurs expressions les plus dramatiques en Iran : une partie de la population en est venue, de fait, à accueillir favorablement le bombardement de leur propre pays. L'escalade de ces bombardements fait planer la menace du recours à des armes de destruction massive telles que les armes nucléaires et chimiques.

Cette nécessité ne concerne pas uniquement l'Iran. Nous ne sommes pas les seuls à avoir besoin d'une riposte médiatique et de réseaux de solidarité pour faire entendre une voix opposée à la guerre et au militarisme.

La guerre n'est plus une situation exceptionnelle dans notre monde. Elle constitue, d'une part, la stratégie de survie et de domination la plus centrale du régime israélien et, d'autre part, un élément des mécanismes ordinaires des États en tant qu'agents des entreprises multinationales, et non comme représentants des peuples.

La guerre, ici, vise à garantir l'accumulation par le recours à des méthodes non capitalistes, ou à ce que Marx appelait jadis l'accumulation dite primitive. Dans le monde entier, la guerre et le militarisme, en tant que composantes intrinsèques et indissociables du mode de production capitaliste, sont ainsi devenus des instruments ordinaires de pillage des ressources premières et de la force de travail.

Il faut garder à l'esprit que, par exemple en Iran, ce n'est pas seulement le pétrole qui suscite les convoitises ; la taille même de la population active entre également en jeu, une population que la République islamique est parvenue, au fil des années, à transformer avec succès en l'une des forces de travail les moins chères du marché mondial. Aujourd'hui, le salaire mensuel d'un travailleur en Iran est inférieur à 200 euros.

Dans de telles circonstances, il est impératif pour nous tous et toutes de surmonter la propagande des États, afin de s'opposer à ce régime mondial de guerre et de pillage. Tout comme l'ouvrier/l'ouvrière d'Iran doit savoir qu'Israël vient pour sa destruction et non pour sa libération, et que les États-Unis d'Amérique viennent pour le piller et non pour l'aider ; l'ouvrier/l'ouvrière arabe et le/la Palestinien-ne opprimé.e doivent également voir que la République islamique n'est que l'autre face de cette même médaille de la domination.

C'est sur cette base que je sollicite votre aide pour briser la propagande israélo-américaine en Iran ; je suis convaincue que nous avons besoin d'un vaste réseau de solidarité internationale contre ce régime de guerre, un réseau qui surpasse les analyses géopolitiques et la propagande étatique.

Certains de nos camarades en Allemagne sont en train de former des comités contre la guerre et le militarisme. Je pense que l'une de nos tâches les plus essentielles est d'étendre ces comités partout, peu importe leur nom, mais en adoptant une approche solidaire et unifiée.

Il y a deux jours, alors que Téhéran s'apprêtait à accueillir la suspension des bombardements [cessez-le-feu temporaire du 8 avril], Beyrouth a été dévastée, tandis que Gaza finit parfois par être oubliée sous ses propres ruines. Dans de telles circonstances, la solidarité internationale est notre seule issue pour rester debout. Elle ne trouve son véritable sens que lorsqu'elle transcende le « campisme » et la géopolitique pour rester fidèle aux peuples opprimés, où qu'ils soient.

Un militant ayant combattu le régime Pahlavi a critiqué et rejeté autrefois une certaine approche de la gauche qu'il qualifiait de « furieuse contre l'impérialisme, terrifiée par la révolution ». Il semble qu'une partie des forces progressistes mondiales soit aujourd'hui retombée dans ce travers : elles se proclament anti-impérialistes en dehors de toute approche révolutionnaire, ce qui signifie qu'elles ne restent pas fidèles aux peuples dominés.

(Lire la suite en 31) →

Intervention de Lana Sadeq, Palestinienne de Cisjordanie, association 'Forum Palestine Citoyenneté'

Bonsoir.

Je voudrais remercier Leila, ma voisine de gauche, pour son discours. Ses paroles très sincères me réchauffent le cœur. Je sais que je suis dans une assemblée très solidaire du peuple palestinien, avec des camarades iraniennes et iraniens avec qui nous sommes en relations avec qui nous essayons d'agir.

J'aimerais bien que ces paroles soient entendues dans le monde arabe, et en particulier en Palestine. Je dis cela, malheureusement, parce que



la propagande du régime iranien, comme l'avait fait en Syrie l'ex-régime d'Assad, répand cette histoire d'axe de résistance, qui n'a rien à voir avec de la résistance. Ce sont des régimes dictatoriaux, opprimant leurs peuples au nom du soutien à la résistance légitime du peuple palestinien. Donc, encore un grand merci pour ces paroles, et il n'est pas facile de parler après toi.

Je me suis posée la question de savoir comment j'allais aborder le sujet. Parce que c'est franchement très complexe. Je viens de rentrer de Palestine où j'ai passé un mois. J'y étais arrivée le 25 février. Il y a une dizaine de jours, j'étais donc au plein cœur de la guerre, une ambiance terrible, de destruction, de bombardements. En Cisjordanie, on était un peu épargné.es des bombardements parce qu'en fait, les missiles iraniens et du Hezbollah sont le plus souvent tombés sur le territoire de la Palestine de 1948 qui fait aujourd'hui partie d'Israël, ainsi que sur Jérusalem.

Des familles, des maisons palestiniennes, des membres de familles palestiniens ont donc été touchés par des missiles iraniens et du Hezbollah. (...)

Depuis deux ans et demi, une guerre génocidaire a lieu à Gaza, et elle continue encore. Israël a en fait profité de la guerre avec l'Iran pour amplifier les bombardements et les attaques sur Gaza. Il y a tous les jours, des mort.es, l'aide humanitaire est très peu, les gens continuent toujours de vivre sous les tentes, dans des conditions climatiques défavorables. Quand il y a eu des pluies c'était l'inondation. Le blocus existe toujours. Les palestiniens qui étaient partis de Gaza ne peuvent pas revenir et retrouver leurs familles. Plus d'un million de Gazaouis se sont déplacé.es, sans abris, sans maison. Il n'y a plus d'écoles. (...)

La Cisjordanie, subit la violence quotidienne de l'armée d'occupation israélienne, ainsi que celle des colons. Depuis deux ans, Israël a profité de la guerre pour faire voter deux lois très dangereuses. Et cette politique continue en ce moment.

La loi votée en février 2026 régleme les achats de terres en Cisjordanie. Comme vous le savez sans doute, le territoire palestinien de Cisjordanie avait été divisé, selon les fameux accords d'Oslo, en zones A, B et C. La zone C, qui représente 60 % de la terre palestinienne en Cisjordanie avait été placée sous contrôle israélien.

Maintenant, il n'y a plus de zones, Israël occupe complètement la Cisjordanie. Selon cette nouvelle loi entrée tout de suite en application, chaque israélien peut désormais acheter des terrains en Palestine.

Dans un premier temps, des terres sont confisqué par l'armée, et deviennent ainsi propriété de l'État. Beaucoup de Palestiniens perdent ainsi leurs terrains. Dans un second temps, n'importe quel israélien peut acheter ces terrains. Et des Palestiniens se retrouvent alors avec un voisin colon, dans le même immeuble ou à côté de leur maison.

Les médias ne parlent pas de tout cela, en France ou ailleurs.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Intervention de Lana Sadeq**

La deuxième loi concerne l'adoption, il y a quelques semaines, de la peine de mort contre des prisonniers et prisonnières palestiniens. Cette loi a été condamnée par des organisations de défense des droits humains et beaucoup d'ONG internationales. Mais elle n'a pas été condamnée par les États européens complices du régime colonial israélien. Cela montre qu'Israël profite toujours du chaos régional qu'il a créé, avec les guerres contre l'Iran et les guerres continues contre le Liban. Dans ces deux pays, ce sont les populations civiles qui paient ces guerres au prix fort.

On a vu juste après, comment Israël s'acharnait contre Beyrouth et d'autres endroits du Liban. Il y a juste deux trois jours l'armée israélienne a fermé tous les check points et portails électroniques. Aujourd'hui, il n'est en effet pas nécessaire que des soldats soient sur les check points. Depuis le début de génocide à Gaza, des portails électroniques ont été installés. Ils s'ouvrent normalement vers 9 h du matin et se ferment à peu près à 18 h, c'est-à-dire que des gens peuvent être coincés.

Mon frère, qui enseigne à l'Université de (Beir Zeit), est parti un matin pour y travailler. Mais l'université a pris la décision de suspendre les cours. Il est allé chercher ses enfants qui sont scolarisés dans une école pas loin de l'université. Ils devaient passer par un check point pour rentrer chez eux. Mais le portail était complètement fermé avec une file d'attente de voitures qui attendait. Ils ont eu de la chance, parce qu'une heure après le portail était à nouveau ouverte.

Comme il n'est pas possible de se rendre à école ou à l'université, les cours ont lieu en distanciel. Mais tout le monde n'a pas accès à Internet, notamment dans des villages et les camps de réfugiés. Beaucoup de familles n'ont pas les moyens de mettre à la disposition de leurs enfants un ordinateur, un ipad ou une tablette. Résultat, les jeunes ne peuvent plus rien apprendre.

La situation économique était déjà catastrophique depuis des décennies, et notamment au début de la guerre génocidaire de Gaza. Les 120 000 palestiniens qui travaillaient officiellement en Israël ont perdu leurs emplois. Depuis deux ans et demi, ils/elles n'ont plus aucun revenu. Ils/elles ont complètement consommé leur épargne et vivent maintenant dans la pauvreté. Les salariées de l'Autorité palestinienne, les enseignants, les salariés travaillant dans la santé, ne touchent que 50 % de leur salaire, et certains mois rien du tout. Il reste malheureusement beaucoup de personnes qui croient en cette notion d'« axe de la résistance ». Cette minorité soutient le régime iranien en disant : vous avez tort de critiquer le régime iranien parce qu'Israël veut le détruire le régime iranien. Pour moi, il s'agit en réalité d'une guerre contre la population, une guerre contre la société iranienne. Et, c'est triste de le dire, cette guerre pourrait en fait renforcer le régime iranien.

J'espère que, de toute façon, beaucoup de gens dans le monde arabe vont ouvrir les yeux pour voir la réalité, et le vrai visage du régime iranien.

Au début du génocide à Gaza, le régime iranien n'avait pas réagi pour soutenir le peuple palestinien. Le Hezbollah aussi, a mis du temps pour réagir. Il existait une sorte de malaise chez les palestiniens soutenant les composantes du soi-disant « axe de la résistance ».

L'installation en Syrie de Joulani, à la place d'Assad, renforce malheureusement cette impression : est-ce la démocratie que nous voulons ? Le nouveau régime Syrien est un régime autoritaire, au service des États-Unis et d'Israël.

Nous sommes dans le camp d'en face, le camp pour la démocratie, pour la dignité, pour le droit de tous les peuples de la région.

Nous sommes malheureusement affaiblis par cette guerre, et c'est pour cela que nous avons besoin d'aide. Il est très urgent que notre camp se renforce.

Il est difficile de parvenir à l'unité. Mais nous pouvons au moins réfléchir ensemble à la construction d'un front contre cette guerre impérialiste. Certains iraniens comprennent qu'Israël n'est pas un ami du peuple iranien, qu'Israël n'est pas une démocratie et constitue un danger pour tous les peuples de la région.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Intervention de Lana Sadeq**

Malheureusement, Israël et les États-Unis sont en position de force. Ils agissent partout sans être critiquée, ou alors critiquée timidement par des États européens.

J'espère aussi que la population des pays du Golfe, surtout les Émirats, Bahreïn et le Qatar, ainsi que des pays qui ont « normalisé » leurs relations avec le régime colonial d'Israël comprendrons que les États-Unis et Israël ne sont pas leurs alliés, et qu'Israël cherche à élargir sa domination dans la région, pas seulement dans le monde arabe, mais également au-delà.

Nous avons besoin de clarifier cette situation, de dire à voix haute nos convictions sans être intimidé.es.

Nous avons besoin de dire qu'une alliance est nécessaire entre :

les forces démocratiques et révolutionnaires d'Iran, du Liban, de la Syrie et d'Irak,

les forces démocratiques du peuple palestinien.

Cette alliance a besoin du soutien des forces démocratiques et progressistes internationales, dont les syndicats qui ont un rôle très important pour construire ce front.

Je n'arrive pas à comprendre pourquoi il n'y pas eu de mobilisation de rue en Europe contre cette guerre.

Je n'arrive pas à comprendre aussi que certaines forces n'arrivent pas encore à comprendre que nous avons besoin de cette mobilisation.

Vive les luttes démocratiques, révolutionnaires de peuple de toute la région !

Non à la guerre impérialiste américano-israélienne avec la complicité européenne !

Free Palestine !



UNICEF/Eyad El Baba Des eaux usées et des déchets s'accumulent à proximité des tentes de personnes déplacées internes à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza

PALESTINE VIVRA !

« Non à la guerre d'agression, et en même temps non au régime iranien »

Intervention de Gilbert Achcar ¹

Je remercie les organisatrices et organisateurs de cette rencontre en solidarité avec le peuple iranien.

Je voudrais commencer par poser la question de savoir ce qui est nouveau dans ce qui se passe aujourd'hui, et ce qui ne l'est pas.

On peut dire d'emblée, que la violation du droit international n'est pas une chose nouvelle.

La violation du droit international, pour ne parler que de la période de l'après-guerre froide, était déjà manifeste dans la guerre du Kosovo (6 mars 1998 au 10 juin 1999), et de manière encore plus flagrante lors de l'occupation de l'Irak en 2003.

Ce sont des guerres illégales au regard du droit international. Celui-ci ne reconnaît de légalité que dans deux cas : soit la légitime défense, soit l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU. Or, dans les deux cas, ce n'est ni l'un, ni l'autre.

Ce qui est nouveau n'est pas non plus l'idée de détruire les infrastructures civiles.

Il y a eu beaucoup de cris d'orfraie de certains gouvernements occidentaux sur les menaces et sur la pratique réelle de destruction des infrastructures civiles en Iran.

Mais on fait semblant d'oublier, que la première guerre de l'après-guerre froide, la première guerre contre l'Irak en 1991, était soutenue par tous ces régimes occidentaux, avec l'aval de l'ONU.

C'était une guerre légale du point de vue du droit international. Pourtant, elle a détruit systématiquement les infrastructures de l'Irak. Donald Trump a menacé de renvoyer l'Iran à l'âge de pierre. Cette expression n'est pas nouvelle.

Elle avait été utilisée par le rapporteur de l'ONU devant le Conseil de sécurité, chargé de constater les dégâts en Irak de la guerre de 1991.

Et ce pays renvoyé à l'âge de pierre, fut soumis à un embargo. Une sorte de blocus pendant une douzaine d'années, avec un prix humain considérable, qui relève d'ailleurs d'une entreprise génocidaire par ses effets considérables sur la mortalité.

Beaucoup de choses qui se produisent actuellement ne sont donc pas vraiment nouvelles. Ce qui est nouveau par contre, c'est un tournant qualitatif avec le génocide à Gaza.

C'est le premier génocide perpétré par un État industriellement avancé. Un État qui n'est pas géographiquement en Occident, mais qui appartient au camp occidental. Il est soutenu par des gouvernements occidentaux, ces mêmes gouvernements qui prétendent parler au nom des droits humains, de la démocratie, etc. Tout le monde voit à la télévision le génocide perpétré en direct.

En tout cas, dans des premiers mois, tous les gouvernements occidentaux, y compris le gouvernement français, ont soutenu cette guerre au nom du soi-disant droit à la légitime défense de l'État d'Israël. Au point que leurs positions officielles étaient le refus des appels au cessez-le-feu, c'est-à-dire un soutien à la continuation de la guerre. Et c'est ce qui s'est passé avec Gaza.

Et c'est en ce sens que Gaza est le point culminant d'un processus. Il s'agit d'un tournant, la fin



¹ - Gilbert Achcar est professeur émérite à SOAS (Université de Londres), auteur entre autres de Gaza, un génocide annoncé – Un tournant dans l'histoire mondiale, La Dispute, 2025, et de Les Arabes et la Shoah: la guerre israélo-arabe des récits, Actes Sud, Sindbab, 2009.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Intervention de Gilbert Achcar**

irréversible, le discrédit total du soi-disant ordre libéral international, des soi-disant règles du droit international concernant notamment le soi-disant respect du droit humanitaire international.

On est aujourd'hui entré dans le règne de la barbarie ouverte, et c'est ce que pratique Israël de manière très claire, ainsi que les Etats-Unis. Si on dit que l'hypocrisie est l'hommage du vice à la vertu, eh bien là, il n'y a plus d'hommage rendu par le vice. C'est le vice à l'état pur, et qui ne s'embarrasse pas de cette hypocrisie qui a si longtemps régné.

L'Etat d'Israël, vient non seulement de perpétrer un génocide, mais il pratique aussi un expansionnisme, devant lequel l'expansionnisme russe fait pâle figure. Parce que là, c'est tous azimuts. Ce n'est pas seulement Gaza, c'est également la Cisjordanie qui est en train d'être annexée de fait, avec une « épuration ethnique », qui se fait de manière rampante mais qui est très réelle.

Israël saisit l'occasion de la chute du régime Assad pour détruire tous les moyens militaires de l'État syrien et s'emparer de nouvelles terres en Syrie, au-delà du Golan. Israël est en train d'envahir une portion du territoire libanais, et proclame ouvertement sa volonté de pousser sa frontière jusqu'au fleuve Litani, ainsi que de s'emparer durablement de ce territoire.

On est face à un expansionnisme des plus crus. Et cela avec, soit la complicité, soit le silence, soit des larmes de crocodile de la part des gouvernements occidentaux. Le contraste entre toutes ces attitudes et les attitudes des gouvernements occidentaux sur l'Ukraine n'a échappé à personne. Et cela a augmenté, bien sûr, le discrédit de toutes ces prétentions de respecter les règles du droit international.

Tout cela se fait dans le contexte d'une montée du néofascisme à l'échelle mondiale. Le néofascisme, c'est le fascisme qui prétend jouer le jeu démocratique mais qui, bien sûr, dès qu'il est installé au pouvoir, va faire tout ce qu'il peut pour éroder le jeu démocratique.

Ce néofascisme est en pleine expansion. L'attitude des gouvernements dit libéraux, en ce qui concerne tout ce que j'ai décrit, a fait le lit à cette montée du néofascisme, de la même façon d'ailleurs que le libéral Joe Biden a produit le retour de Donald Trump avec un score électoral bien supérieur à celui de son premier mandat. Voilà la situation dans laquelle nous sommes.

Israël est un pionnier de cette montée du néofascisme. Netanyahu est le dirigeant du Likoud, un parti que l'on peut aujourd'hui qualifier de néofasciste. Netanyahu est au pouvoir depuis 2009, avec une parenthèse en 2021-22 mai. Il est revenu au pouvoir fin 2022, avec des membres de son parti encore plus à droite que lui, des gens qui sont véritablement des néonazis. Ce sont des gens qui ont des discours racistes ouverts, des discours génocidaires ouverts, et un comportement politique qui est à l'extrême de l'extrême-droite. Cette convergence actuelle entre Netanyahu et son gouvernement le plus à droite de l'histoire de l'État d'Israël est fatale.

Depuis des décennies, on dit à chaque fois qu'il y a un nouveau gouvernement en Israël, que c'est le plus à droite de l'histoire du pays. Là, on est vraiment, vraiment à l'extrême. Et la conjonction entre ce gouvernement et le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, est une conjonction absolument fatale. Et pour les peuples de la région, c'est une conjonction catastrophique.

Encore une fois, ce n'est pas la première guerre conjointe entre Israël et les États-Unis, c'est la deuxième. Parce que la guerre de Gaza était une guerre conjointe, même si à Gaza, il n'y a pas eu de participation directe des États-Unis dans le bombardement aérien. Les forces armées israéliennes n'avaient pas besoin de renfort à ce niveau-là. Mais il y a eu un pont aérien, ainsi que la fourniture de milliers et de milliers de bombes d'une tonne et d'une demi tonne qui sont le moyen principal du génocide. Quand des bombes de ce type sont larguées en zone urbaine densément peuplée, l'effet, inévitablement, est une hécatombe de civils.

La seconde guerre conjointe est celle contre l'Iran. Il s'agit cette fois-ci d'une guerre directement menée par les deux pays, qui bombardent ensemble, qui coordonnent leurs actions militaires, et qui peuvent néanmoins avoir des différences dans les objectifs.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Intervention de Gilbert Achcar**

Je voudrais maintenant m'arrêter un instant sur les différences entre les États-Unis et Israël. Trump et Netanyahu n'ont pas les mêmes objectifs en Iran. Il faut être clair là-dessus. Contrairement à ce qui a été dit dans les médias, Trump, comme il le dit lui-même, n'est pas du tout un partisan du changement de régime au sens de ce qu'a été l'occupation de l'Irak en 2003. Il pense même que c'était une erreur monumentale. Trump pense qu'il ne sert à rien d'essayer de changer les régimes, et encore moins de vouloir les remplacer par des régimes démocratiques.

La démocratie n'est vraiment pas la tasse de thé de Trump. Il n'en a rien à secouer de la démocratie. Son objectif, c'est forcer le régime iranien à se conformer aux désirs et aux intérêts des États-Unis. Il a pensé que cela serait presque aussi facile que ce qu'il avait fait au Venezuela, dont il a enlevé le président. Et aujourd'hui, les successeurs de Maduro collaborent avec les États-Unis.

Avec l'Iran, cela n'a pas marché, il a fait un faux calcul en s'engageant là-dedans. On le voit avec toutes ses menaces qui deviennent de plus en plus folles, comme détruire la civilisation iranienne, etc. Ce qu'il cherche à obtenir, c'est ce qui est discuté aujourd'hui au Pakistan. C'est un accord avec le régime iranien, un donnant donnant :

- On lève les sanctions, on collabore économiquement avec vous, je ferai des investissements et construirai des tours Trump à Téhéran.

- Et en échange, vous arrêtez l'enrichissement du nucléaire, et vous collaborez comme les Vénézuéliens avec moi.

Or, cela n'est pas l'objectif de Netanyahu. Son objectif est la destruction de l'Iran et, de fait, un changement de régime. Mais les Israéliens ne se font pas d'illusions. Leurs services de renseignement savent que ce n'est pas demain la veille que le régime va tomber. Ce qu'ils veulent, va au-delà, c'est l'effondrement de l'État, non seulement du régime, mais celui de l'État iranien : l'explosion du pays, dont la moitié de la population est composée de minorités ethniques.

Netanyahu veut se débarrasser de cet Iran qui est conçu du côté israélien comme une sorte de menace existentielle et est l'objet d'une véritable obsession. On est donc face à deux objectifs différents.

Mais ce sont les États-Unis qui « mènent la danse », et Israël ne peut que se plier. On l'a vu quand Trump a décrété un cessez-le-feu sans même consulter Netanyahu.

Ce que cherche Trump, c'est la mainmise sur le pétrole iranien, comme au Venezuela, la mainmise sur les ressources du pays en collaboration avec le régime. C'est clairement une guerre impérialiste, pur sucre pur fruit. Il s'agit d'une guerre impérialiste contre un régime ultraréactionnaire. Mais cela n'est pas non plus une nouveauté.

La guerre contre l'Irak de Saddam Hussein était une guerre impérialiste contre un régime dictatorial sanguinaire, un régime réactionnaire, un régime avec des aspects totalitaires. Ce n'est donc pas la première fois. Nous sommes dans cette configuration politique depuis la fin de la guerre froide, et cela a posé d'ailleurs beaucoup de problèmes dans les mouvements anti-impérialistes. Un nouveau campisme a bloqué sur cette question de la nature des régimes.

On a en Iran un régime théocratique, ainsi qu'en Afghanistan, et au Yémen du Nord. Vous pouvez ajouter le Vatican si vous voulez. Ce sont les seuls régimes théocratiques existants. Ce sont des régimes qui, constitutionnellement, sont dirigés par des religieux.

L'Iran est un régime théocratique qui a perdu depuis longtemps la dimension « spirituelle » qui était censée être celle de la révolution menée par Khomeiny, et qui avait séduit un Michel Foucault. Cela est fini depuis longtemps, depuis qu'a été mis au poste supérieur du pays un clerc de grade inférieur. Comme si dans le catholicisme avait été choisi pour devenir pape un évêque au lieu d'un cardinal, suite à des manigances politiques.

La dimension soi-disant « spirituelle » n'est plus là depuis longtemps. C'est un régime de terreur, un
(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Intervention de Gilbert Achcar**

régime d'oppression des femmes. Et ce régime-là, Donald Trump s'en accommode sans problème. Ce n'est pas ça son problème. Il n'a jamais prétendu se battre pour la démocratie, ici ou ailleurs.

Et c'est donc pourquoi les peuples d'Iran n'ont rien à gagner dans cette guerre. Il faut combattre les illusions parmi les Iraniens et les Iraniennes qui applaudissent cette guerre parce qu'ils et elles croient, que cette guerre va aboutir à la chute du régime. Ce n'est pas du tout ce que cherchent à faire les États-Unis, bien au contraire. Cette guerre a servi à la consolidation du régime, de la même façon que l'invasion de l'Iran par l'Irak en 1981 par Saddam Hussein avait permis au régime iranien de se consolider. Cette guerre est une occasion de consolidation répressive et barbare du régime.

On en parle pas trop dans les médias, mais les exécutions, les pendaisons se sont multipliées depuis le début de cette guerre. Le climat de terreur que fait régner le régime sur la grande majorité de cette nation va se retrouver aggravé. Cela, plus les ravages à l'économie du pays, les grandes destructions, explique pourquoi nous sommes tous d'accord ici pour dire, non à la guerre d'agression, et en même temps non au régime iranien•

Intervention de Sara, exilée de la nouvelle génération

J'aimerais remonter un peu dans l'histoire. En 1953, les gouvernements anglais et américains ont renversé le gouvernement de Mossadegh, un Premier ministre démocrate qui avait osé nationaliser le pétrole iranien. Ils ont organisé un coup d'État et remis le Chah au pouvoir.

Le pouvoir français a accueilli Khomeini entre 1978 et 1979. Il lui a offert une tribune. C'est de la France qu'il a pu préparer son retour alors que le régime du Chah s'effondrait suite au mouvement révolutionnaire. Notre révolution a été volée.

Lorsque Saddam Hussein a attaqué l'Iran, les pays occidentaux l'ont soutenu de toutes leurs forces. Mon père était dans l'armée. Il a passé plusieurs années en première ligne, au cœur des combats. A la fin de cette guerre il a quitté l'armée.

Il en avait marre de violence : la révolution, la guerre, les exécutions des opposants. Il voulait simplement vivre en paix. Comme l'ensemble des Iraniens.

Moi, je suis née après cette guerre et donc je n'ai pas vécu un seul jour sans sanctions.

Certains pensent que les sanctions n'affaiblissent que le gouvernement, mais moi, je les ai ressenties dans chacune de mes cellules. Et les pires ont été les sanctions économiques mises en place par Barack Obama. Je me souviens à quel point c'était compliqué de trouver des médicaments en Iran.

Même si les médicaments n'étaient pas officiellement sanctionnés, les restrictions bancaires et l'exclusion du système financier international rendaient leur importation presque impossible.

J'ai dû faire plusieurs pharmacies pour trouver mon traitement. Parfois, il fallait attendre. Parfois, il n'y avait simplement rien.

Malgré toutes les injustices, venant à la fois du gouvernement et de la "communauté internationale", nous n'avons jamais cessé de nous battre pour nos valeurs, nos droits et notre liberté. La résistance coule dans nos veines. Elle vit dans les gestes les plus simples : dans un voile mal-porté, dans un regard, dans un refus silencieux. Les actes qui vous paraissent banales, peuvent coûter la vie aux Iraniens.

Le 8 janvier 2020, le vol Ukraine International Airlines a été abattu par le régime d'Iran peu après son décollage de Téhéran. J'aurais pu être à la place de n'importe qui dans cet avion. Chaque fois que je retourne en Iran, je pars sans savoir si je reviendrai saine et sauve.

J'ai des milliers d'exemples à vous raconter, mais je m'arrête ici ... En espérant que la "communauté internationale" et particulièrement la France comprenne qu'il est temps de soutenir les Iraniens dans leur chemin pour la liberté.

Merci à tous et toutes•

Femme, Vie, Liberté

Guerre en Iran : Face à la complicité des États, solidarité des travailleur-ses



Lorsque l'on parle de l'implication de la France dans la guerre impérialiste menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, on pense avant tout à son positionnement diplomatique face aux belligérants ou aux conséquences économiques du conflit, telles que l'augmentation du prix de l'essence.

Pourtant, la France n'est pas simplement un spectateur de cette guerre : elle l'alimente de façon concrète. Malgré des protestations de forme contre les

bombardements, dès les premiers jours, l'armée française est mobilisée : déploiement de navires en méditerranée, vols d'avions de combat Rafale et tirs de missiles pour abattre des drones et détruire des lance-missiles iraniens... Selon le gouvernement, il ne s'agit là que d'opérations « défensives », destinées à protéger les bases militaires françaises et ses alliés dans la région. Pourtant, cette « défense » fait bien partie des conditions de l'impunité avec laquelle est menée l'offensive impérialiste.

Mais le rôle de la France ne s'arrête pas là. Chaque année, elle fournit en moyenne 20 millions d'euros de matériel militaire à Israël, et 200 millions aux États-Unis. Si ces sommes ne sont pas très élevées au regard des ventes d'armement français vers d'autres pays tels que les Émirats Arabes Unis ou l'Inde, le matériel vendu est souvent critique : pendant l'offensive génocidaire d'Israël sur Gaza, la France a par exemple livré aux fabricants d'armes israéliens des composants essentiels au fonctionnement de drones tueurs ou de chars d'assaut.

La France est le 2^e vendeur d'armes au monde, et parmi les fleurons de son industrie d'armement, on compte plusieurs entreprises qui figurent parmi les 1^{ers} fabricants d'armes mondiaux, telles que Thales, Safran, MBDA ou Dassault Aviation. Chacune de ces firmes entretient de nombreux liens commerciaux avec des vendeurs d'armes israéliens et états-uniens.

Par son implication dans le commerce d'armement à l'échelle mondiale, la France et son industrie militaire alimentent la marche à la guerre généralisée. Face à la guerre en Iran, patron et actionnaires de ces entreprises se frottent les mains : tandis que les civils meurent sous les bombes, les états se réarment auprès d'eux.

Mais pour que ces entreprises fonctionnent, pour qu'elles continuent de faire du profit sur le dos des victimes des guerres impérialistes, elles ont besoin que des centaines de milliers de travailleurs travaillent, sans poser de questions. C'est pourquoi, dès octobre 2023, les syndicats palestiniens ont lancé un appel à la solidarité internationale des travailleur-ses.

Dans les usines, dans les centres de recherche et de développement, dans les ports et les aéroports, les travailleur-ses qui se trouvent sur la chaîne d'approvisionnement des armes peuvent agir pour enrayer les machines de guerre. Loin de nuire aux intérêts des travailleur-ses occidentaux, ce combat est aussi celui de nos conditions d'existence : c'est pour alimenter cette même course à l'armement que les états occidentaux nous imposent l'austérité et les coupes budgétaires.

Pour soutenir les peuples d'Iran pris en étau entre une guerre extérieure menée par les puissances impérialistes et une guerre intérieure menée par le régime, notre solidarité n'est pas qu'un simple slogan : nous pouvons agir là où nous sommes !

¹ - Stop Arming Israel France est un collectif formé en réponse à un appel lancé en octobre 2023 par plus de 30 syndicats palestiniens. Le collectif fournit des ressources et mène des actions pour lutter contre le commerce d'armement avec Israël en France.

← (suite de la page 13) **Intervention de Benoît Teste (FSU)**

disent que tout ce qui est construit dans le cadre des coordinations d'associations professionnelles est aujourd'hui à l'arrêt complet.

Les femmes d'Iran sont plus diplômées que les hommes, mais cela ne se traduit pas l'obtention de davantage de droits. Au contraire elles sont victimes de fortes discriminations, notamment dans l'accès à certaines formations. Et si elles appartiennent à des minorités nationales les discriminations sont encore plus importantes.

Ce que nous faisons en tant qu'organisation syndicale, est bien entendu ne pas détourner le regard. On relaye les informations dans la presse syndicale, et la réunion de ce soir est un des éléments permettant d'exprimer notre solidarité. Ce n'est bien sûr pas suffisant, mais en tout cas cela nous semble absolument nécessaire. Encore une fois, ces mouvements de résistance dans une pareille adversité, forcent le respect et notre admiration•

← (suite de la page 18) **Intervention de Mazdak Kafai (SSTI)**

européenne à Genève le 5 juin prochain contre la participation de la délégation officielle iranienne à la réunion annuelle de l'OIT (Organisation internationale du travail). Cette délégation iranienne ne représente absolument pas les travailleurs et travailleuses d'Iran. Il s'agit d'une délégation du régime qui participe à la négation des droits sociaux et démocratiques des travailleuses et travailleurs.

C'est aussi le sens que nous donnons à la mobilisation anti-impérialiste et internationaliste contre le G7 qui se tiendra à Evian les 13 et 14 juin prochain.

Enfin, dans la situation actuelle nous devons accélérer les campagnes de solidarité avec les réseaux militants, notamment syndicaux, existant en Iran. Cela se traduit notamment par des campagnes de soutien financier, ainsi que la popularisation des publications militantes.

Et plus que jamais il est nécessaire de mener des campagnes de solidarité contre la peine de mort en Iran, et d'exiger la libération de l'ensemble des détenu.es politiques et d'opinion en Iran. Ce qui guette aujourd'hui les détenu.es c'est en effet une vague d'exécutions massives, comme celle commise par la République islamique d'Iran à l'été 1988•

← (suite de la page 22) **Intervention de Intervention de Leila Hossein-zadeh**

C'est pour cette raison que non seulement elles occultent le rôle de la République Islamique dans la consolidation de l'état de guerre dans la région. Mais elles font mine aussi d'ignorer les crimes de ce régime contre son propre peuple, afin de promouvoir une image de « résistance » d'un régime aussi réactionnaire.

C'est précisément pourquoi il est impératif aujourd'hui, tout en s'opposant à la folie criminelle des États-Unis et d'Israël, de dénoncer le rôle de la République Islamique dans l'incitation à la guerre dans la région : de son soutien au maintien du régime d'Assad en Syrie, jusqu'à la formation du « Croissant chiite ». La République Islamique n'a fait qu'accroître son pouvoir régional au fil des années à travers le militarisme et la guerre.

Par conséquent, Israël et la République Islamique sont les deux faces d'une même pièce : celle de la guerre et de l'extrémisme en Asie de l'Ouest. Il est d'ailleurs frappant de constater que seuls deux groupes d'Iraniens sont aujourd'hui mécontents d'un cessez-le-feu : les Bassidjis et les partisans de Pahlavi, ces derniers agissant comme les proxys (supplétifs) d'Israël au sein de l'opposition iranienne.

Si, au milieu de tout cela, nous sommes furieux contre l'impérialisme, nous ne pouvons pas pour autant fuir la nécessité de s'engager en faveur de la révolution, en nous abritant sous l'ombre de forces réactionnaires. Notre seul refuge est de saisir les mains nues et blessées de celles et ceux qui partagent notre destin au Liban, en Palestine, en Irak, en Afghanistan et à travers le monde entier, au sein d'une solidarité internationale révolutionnaire•

Quelques exemple des conséquences de la guerre sur le monde du travail

Pertes dues à la coupure d'Internet pour l'économie iranienne en crise : de 3 à 18 milliards de dollars

- La coupure généralisée d'Internet en Iran a infligé des dommages considérables à l'économie numérique ; selon les estimations, les pertes causées par ces perturbations dépassent 3 milliards de dollars et pourraient atteindre 18 milliards de dollars.
- Selon les données, environ 10 millions de citoyen.nes gagnent leur vie directement ou indirectement grâce à Internet. Parmi eux/elles, près de 2,5 millions ont lancé leurs activités commerciales sur Instagram. Les coupures d'Internet durant cette période ont pratiquement entraîné l'arrêt de ces activités, et de nombreux acteurs de la vente en ligne ont signalé une forte baisse, voire une interruption totale, de leurs revenus. (Source : Article paru en Iran dans le journal Donya-ye Eqtesad)

Les locataires dans une situation de crise en Iran

- Le chômage causé par la guerre a plongé les locataires dans une situation de crise.
- La hausse des loyers, combinée au chômage, au retard de paiement des salaires et à la crainte de licenciements, a placé une partie des ménages locataires dans une grande difficulté, allant jusqu'à créer un risque de « retour au domicile familial » ou de « migration vers les périphéries ».
- L'inflation des loyers sur plusieurs années, ainsi que l'absence d'une augmentation proportionnelle des salaires depuis 2019, ont également intensifié cette pression.
- En mars dernier, le loyer moyen à Téhéran était de 3 500 euros par mois, et de 700 euros en versant une caution d'environ 80 000 euros.
- La moitié des locataires se trouvent dans une situation de pauvreté locative absolue, et les personnes dont les revenus sont situés dans les premier et deuxième déciles appartiennent presque toute aux populations les plus pauvres.
- Le journal Donya-e-Eqtesad a écrit : une étude de terrain sur les réactions de 13 locataires face aux conséquences de la guerre relève les points suivants :
- Demande de délai supplémentaire, retrait sur le dépôt de garantie, déménagement vers un logement plus petit, paiement du loyer de mars avec le salaire de février, forte réduction des dépenses, migration vers les périphéries, vente de la voiture, retour au domicile des parents, perception d'allocations chômage, travail dans les taxis en ligne, etc.

Baisse des statistiques de l'emploi en temps de guerre : plus d'un million de chômeurs

Les conditions de guerre imposées à l'économie du pays, au-delà des dommages humains et matériels, ont entraîné une profonde désorganisation des relations du marché du travail, et une grave détérioration de la sécurité de l'emploi. Selon le média Asr Iran, le choc provoqué par la récente agression militaire, en paralysant les chaînes de production et en perturbant les échanges commerciaux, a imposé une vague de licenciements dans les secteurs productifs et les services. D'après les premières estimations, cela concernerait plus d'un million de personnes.

Cette crise a d'une part gravement mis en péril les moyens de subsistance des ménages, et, d'autre part a remis en cause la stabilité des caisses d'assurance ainsi que l'équilibre budgétaire de l'État. En réalité, le passage soudain d'une économie de paix à une économie de guerre a entraîné une réduction considérable de la main-d'œuvre, qualifiée et non qualifiée. La présente analyse, en se concentrant sur les dimensions de cette chute massive de l'emploi, examine les causes réelles de l'augmentation récente du chômage. Afin de prévenir l'effondrement des standards de vie, cette analyse propose des solutions visant à protéger la classe ouvrière contre les chocs inflationnistes et les difficultés de subsistance liées à la guerre.

Les conséquences de la guerre sur les salarié.es de l'industrie pétrochimique

La situation dans les régions de Mahshahr et Assaluyeh

Ebrahim Pirayesh, secrétaire exécutif de la Maison des travailleurs de Bandar Imam, a déclaré qu'actuellement les travailleurs/euses se rendent sur leur lieu de travail avec seulement la moitié, voire un tiers de leur capacité de travail habituelle. Ils/elles sont le plus souvent dans une zone en état d'alerte, ou travaillent à leur domicile. En raison de la poursuite des opérations de déblaiement des lieux ayant subi des bombardements, et des exigences de sécurité, ils/elles ne sont pas autorisé.es à être présent.es à temps plein sur le lieu de travail. A certains moments, peut-être seulement un cinquième des travailleurs/euses sont effectivement sur place. Cette baisse de présence n'est pas seulement une question technique ou de sécurité, mais elle a des conséquences sur les moyens de subsistance des salarié.es.

Bien que les jours où les salarié.es sont présent.es sur leur lieu de travail soient rémunérés, une grande partie de leurs revenus habituels dépend habituellement des heures supplémentaires. Si ces heures supplémentaires sont supprimées, le salaire minimum prévu par le droit du travail ne couvre même pas un cinquième des dépenses d'une famille ouvrière.

Si cette tendance se poursuit, une grande partie de la main-d'œuvre se retrouvera au chômage. Le secrétaire exécutif de la Maison des travailleurs de Bandar Imam a précisé que 70 % de ces travailleurs/euses ne sont même pas capables de supporter un ou deux mois de chômage temporaire, et qu'il faudrait que le gouvernement prenne immédiatement des mesures face à la possible fermeture d'ateliers et à la prolongation de la situation actuelle.

Bien sûr, dans de nombreuses entreprises pétrochimiques, il a été indiqué au personnel en activité (ouvrier.es et employé.es) que, dans les conditions actuelles, le paiement des salaires et même des assurances sociales est possible pendant deux à trois mois. Si la reconstruction se prolonge, les salarié.es d'exécution et même les ingénieur.es de production seront concerné.es par des licenciements.

Suspension des services d'assurance sociale

L'Organisme de sécurité sociale a suspendu les services d'assurances sociale des salarié.es du secteur privé, en invoquant le non-paiement des cotisations par les employeurs pendant la période de guerre.

Selon le média Asr Khabar, alors que des organismes publics comme l'Organisation des affaires fiscales ont reporté les obligations financières des citoyen.nes en annonçant un délai de grâce, l'Organisme de sécurité sociale a, quant à lui, suspendu les allocations des salarié.es du privé sous prétexte du non-paiement des cotisations patronales durant la période de guerre.

Il existe de nombreux rapports selon lesquels, lorsque des personnes se sont rendues dans des centres de soins et des pharmacies, leurs prestations de sécurité sociale avaient été suspendues, et elles ont été contraintes de payer intégralement les médicaments et les soins

Nous exigeons que le Ministère de la santé règle de toute urgence cette question avec l'organisme de sécurité sociale, car les responsables de ces institutions ne prêtent pas beaucoup d'attention à la situation actuelle dans le pays. (Source : Groupe Union des retraité.es)

Pénurie d'insuline pour les patient.es diabétiques en situation de guerre

Malgré les affirmations des responsables sur la stabilité des stocks de médicaments, des rapports font état d'une pénurie et d'un accès difficile à l'insuline dans différentes villes. En réalité, les déclarations des responsables sont infondées.

▪ En situation de guerre, les patient.es atteint.es de diabète sont confronté.es, en plus du stress, à une forte augmentation du prix des médicaments et des équipements (jusqu'à 300 %), ainsi qu'à une réduction de la couverture de l'assurance maladie. *(Lire la suite en page suivante) →*

Iran : la guerre invisible des chiffres et des corps



Derrière les bilans officiels, une réalité fragmentée : des milliers de morts, des corps mutilés, et une violence de guerre qui rend jusqu'à l'identification des victimes incertaine.

Le chef de l'Organisation iranienne de médecine légale, Abbas Masjedi, a annoncé que 3 375 personnes ont été tuées à la suite des attaques menées par les États-Unis et Israël. Ces chiffres couvrent la période allant du début de la guerre, le 26 février, jusqu'au 10 avril 2026.

Mais au-delà du décompte, c'est la matérialité même de la mort qui affleure dans ces déclarations. Selon Masjedi, près de 40 % des victimes n'étaient pas identifiables dans un premier temps en raison de la nature des armes utilisées. La guerre ne tue pas seulement ; elle désagrège les corps, efface les identités, et complique jusqu'au travail élémentaire du deuil. Quatre corps, a-t-il précisé, n'ont toujours pas pu être identifiés.

Les provinces de Téhéran, Hormozgan et Ispahan concentrent le plus grand nombre de victimes, révélant une géographie de la destruction qui épouse les centres économiques et urbains du pays. Ce ciblage, qu'il soit intentionnel ou structurel, n'est pas sans effets sociaux : il frappe au cœur les espaces de production, de travail et de vie quotidienne.

À ce bilan officiel s'ajoute celui, plus élevé, de Human Rights Activists News Agency - HRANA, une agence de défense des droits humains basée aux États-Unis, qui recense 3 636 morts, dont 1 701 civils, parmi lesquels 254 enfants. L'écart entre ces chiffres n'est pas anodin. Il dit à la fois les difficultés d'accès à l'information en temps de guerre, mais aussi les enjeux politiques du comptage des morts.

Car compter les morts n'est jamais un acte neutre. C'est une lutte pour la vérité, pour la reconnaissance, et pour l'inscription de ces vies perdues dans une mémoire collective. Dans ce contexte, les chiffres deviennent eux-mêmes un terrain de conflit : entre institutions étatiques, organisations indépendantes, et acteurs internationaux.

Ce que révèlent ces données, malgré leurs divergences, c'est l'ampleur d'une violence qui dépasse le champ militaire strict. La guerre ne se limite pas aux lignes de front : elle traverse les villes, détruit les infrastructures, désorganise les sociétés et redéfinit les conditions mêmes de la vie et de la mort •

(suite de la page précédente) **Pénurie d'insuline pour les patient.es diabétiques en situation de guerre**

Selon ce rapport, dans de nombreuses régions, les médicaments sont soit pas distribués, soit difficiles à trouver, et patient.es ont été contraint.es de réduire leur consommation ou de changer de traitement.

- La poursuite de cette situation menace le processus de traitement des patient.es, et peut entraîner à moyen terme des conséquences graves sur leur santé •

Les fédérations syndicales internationales appellent à un cessez-le-feu permanent et durable au Moyen-Orient

Les fédérations syndicales internationales signataires appellent à un cessez-le-feu permanent et durable dans tout le Moyen-Orient et à la fin immédiate du cycle incessant de la guerre et du militarisme qui continue de faire payer un lourd tribut aux populations civiles, aux travailleur·euse·s et aux communautés dans leur ensemble.



Nous déplorons que les récentes négociations à Islamabad pendant le cessez-le-feu de deux semaines entre les États-Unis d'Amérique, Israël et l'Iran se soient terminées sans accord de paix viable. Ce cessez-le-feu doit être rendu permanent, doit conduire à une désescalade complète et doit inclure explicitement le Liban, où les attaques militaires israéliennes en cours contre le Hezbollah soutenu par l'Iran ont déjà produit une crise humanitaire catastrophique attendant également à la vie et aux moyens de subsistance des citoyen·ne·s libanais·es ordinaires. Le Liban continue de payer un lourd tribut humain et social au conflit. Les populations civiles sont confrontées à des attaques continues, à des déplacements et à la destruction d'infrastructures critiques, notamment des écoles et des hôpitaux. Le Liban ne doit pas être traité comme un théâtre secondaire de guerre ; toute feuille de route sérieuse vers la paix doit inclure la fin des attaques qui ont un impact dévastateur sur le pays et ses citoyen·ne·s.

La fermeture du détroit d'Ormuz a engendré de graves chocs humanitaires et économiques dans toute la région, perturbant les exportations et les chaînes d'approvisionnement en pétrole, en gaz et en engrais, et menaçant davantage une sécurité alimentaire déjà tendue, alors que le conflit se propage dans les pays voisins et plonge des économies déjà fragiles dans une nouvelle crise budgétaire avec de graves conséquences sur les moyens de subsistance et l'accès aux besoins fondamentaux de la population. Cela met en péril des milliers d'emplois, exposant les travailleur·euse·s à une perte soudaine de revenus qui les laissent sans protection.

Malheureusement, l'une des caractéristiques déterminantes de cette guerre est le ciblage des installations énergétiques, pétrolières, gazières et pétrochimiques dans une région qui dépend fortement de ces industries pour son économie. Des travailleur·euse·s de ces secteurs ont perdu la vie ou ont été blessé·e·s dans l'exercice de leurs fonctions sur leur lieu de travail, tandis que les produits eux-mêmes sont utilisés comme levier par les deux parties au conflit.

Alors que l'attention mondiale se concentre sur la hausse des prix du pétrole, des marins civils ont été tués et blessés, et les navires restent sous la menace d'être pris pour cible. Plus de 20 000 marins sont toujours pris au piège dans le détroit d'Ormuz, vivant dans la peur et l'incertitude constantes – des travailleur·euse·s civil·e·s innocent·e·s qui sont effectivement en première ligne, leur vie en jeu chaque jour.

Parmi les plus de 30 millions de travailleur·euse·s migrant·e·s dans la région, beaucoup figurent parmi les plus durement touchés, alors qu'ils soutiennent des secteurs clés tout en étant soumis·es à des risques accrus pour leur sécurité, à la perte d'emploi, aux salaires impayés et aux obstacles en vue d'une évacuation. Leur sécurité, leurs droits et leur accès aux salaires doivent être garantis sans délai.

Les travailleur·euse·s, les populations civiles et les institutions publiques ne doivent jamais être la cible d'opérations militaires. Le meurtre et les blessures de travailleur·euse·s de tous les secteurs, notamment dans l'éducation, la santé, le journalisme et les médias, les transports et les autres services essentiels, ainsi que la destruction des espaces protégés tels que les écoles et les hôpitaux, constituent de graves violations du droit international et une atteinte à la dignité humaine. De tels actes sont intolérables et doivent être condamnés sans équivoque.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Les fédérations syndicales internationales appellent**

Le mouvement syndical mondial rejette la logique de la guerre et de la militarisation. La force militaire n'apporte pas la sécurité - elle enracine la violence, alimente l'instabilité, aggrave l'injustice et sape les fondements de la paix, de la démocratie, des droits humains et de la coopération multilatérale. La diplomatie, pas les bombes ; le dialogue, et non la destruction, restent la seule voie légitime vers une paix durable.

En tant que syndicats représentant plus de 200 millions de travailleur·euse·s dans tous les secteurs et sur tous les continents, nous appelons la communauté internationale à :

- Rejeter la guerre, respecter le droit international et condamner le recours à la force militaire par toutes les parties ;
- Transformer le cessez-le-feu actuel en une fin permanente et durable des hostilités, y compris une désescalade complète ;
- Protéger les populations civiles et préserver les services et infrastructures essentiels, en garantissant l'accès aux soins de santé, à l'éducation, aux transports, aux lieux de travail, à l'eau et à la nourriture, dans le plein respect du droit international ;
- Assurer la protection des travailleur·euse·s migrant·e·s, des marins, des réfugié·e·s et de tou·te·s les travailleur·euse·s en situation précaire, y compris une évacuation en toute sécurité si nécessaire, ainsi que l'accès aux salaires, aux soins de santé, aux abris et aux communications ;
- Défendre les droits humains et syndicaux, garantir l'obligation de rendre des comptes pour les violations du droit international humanitaire et des droits humains, et protéger la liberté syndicale, l'activité syndicale et l'espace civique démocratique en période de conflit et de crise.

Nous réaffirmons notre engagement inébranlable en faveur d'un monde dans lequel les conflits sont résolus par la diplomatie plutôt que par la violence, où le multilatéralisme est renforcé et où tous les individus ont le droit de vivre et de travailler dans la sécurité, la dignité, la démocratie et la paix. La guerre est un choix politique. Mais la paix est la seule réponse.

Signataires

David Edwards, Secrétaire général, [Internationale de l'Éducation](#)

Atle Høie, Secrétaire général, [IndustriALL](#)

Luc Triangle, Secrétaire général, [Confédération Syndicale Internationale](#)

Christy Hoffman, Secrétaire générale, [UNI Global Union](#)

Steve Cotton, Secrétaire général, [Fédération internationale des ouvriers du transport](#)

Ambet Yuson, Secrétaire général, [Internationale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois](#)

Adriana Paz Ramírez, Secrétaire générale, [Fédération internationale des travailleurs domestiques](#)

Daniel Bertossa, Secrétaire général, [Internationale des services publics](#)

Kristjan Bragason, Secrétaire général, [Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes](#)

Veronica Nilsson, Secrétaire générale, [Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE](#)

Anthony Bellanger, Secrétaire général, [Fédération internationale des journalistes](#)

Vive La solidarité internationale!

La République islamique a exécuté au moins 1 639 personnes en 2025

Les autorités iraniennes ont exécuté au moins 1639 personnes en 2025, soit en moyenne plus de quatre exécutions par jour. C'est un record depuis 1989, ont indiqué lundi 20 avril 2026 deux ONG, qui ont averti que le recours à la peine capitale pourrait s'accroître du fait de la guerre contre Israël et les États-Unis.

Le nombre d'exécutions a progressé de 68% par rapport à 2024 (975 personnes tuées) et inclut 48 femmes qui ont été pendues, ont comptabilisé dans leur rapport annuel conjoint l'organisation norvégienne Iran Human Rights (IHR) et l'organisation parisienne Ensemble contre la peine de mort (ECPM).

Si la République islamique « survit à la crise actuelle, il existe un risque sérieux que les exécutions soient utilisées de manière encore plus poussée comme outil d'oppression et de répression », alerte le rapport.

« Un outil politique d'oppression et de répression »

L'IHR - qui exige deux sources pour confirmer des exécutions - pour la plupart non relayées par les médias officiels iraniens - considère que l'estimation des pendaisons pour 2025 représente un « minimum ». Selon le rapport, le nombre d'exécutions est un record depuis que l'IHR a commencé à faire ce recensement en 2008, et le plus élevé jamais signalé depuis 1989.

Les ONG avertissent que « *des centaines de manifestant.es détenu.es risquent toujours la peine de mort et l'exécution* » après avoir été inculpé.es de crimes passibles de la peine capitale pour avoir participé en janvier 2026 aux manifestations contre les autorités.

Ces manifestations avaient été réprimées dans le sang, des organisations de défense des droits humains faisant état de milliers de mort.es et de l'arrestation de dizaines de milliers de personnes.

« *En semant la peur, en procédant à une moyenne de quatre à cinq exécutions par jour en 2025, les autorités ont tenté d'empêcher de nouvelles manifestations* », analyse Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur de l'IHR.

Depuis le début de la guerre déclenchée le 28 février par Israël et les États-Unis, l'Iran a pendu sept personnes en lien avec les manifestations de janvier. « *En Iran, la peine de mort est utilisée comme un outil politique d'oppression et de répression, les minorités ethniques et d'autres groupes marginalisés étant surreprésentés parmi les personnes exécutées.* », explique Raphaël Chenuil-Hazan, directeur général de l'association Ensemble contre la peine de mort.

Au moins 48 femmes exécutées

Le rapport précise que près de la moitié des personnes exécutées en 2025 avaient été condamnées pour des infractions liées à la drogue. Au moins 48 femmes ont été exécutées, le nombre le plus élevé enregistré depuis plus de 20 ans, représentant une hausse de 55 % par rapport à 2024 (31 femmes pendues), selon les ONG.

D'après le rapport, 21 de ces femmes ont été exécutées pour avoir tué leur mari ou leur fiancé. Presque toutes les exécutions par pendaison ont eu lieu à l'intérieur des prisons, mais le nombre d'exécutions publiques a plus que triplé avec un total de 11 en 2025.

Le code pénal iranien autorise d'autres méthodes de peine capitale, mais ces dernières années, toutes les exécutions connues ont été effectuées par pendaison.

Des organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International, affirment que l'Iran est le pays qui procède au plus grand nombre d'exécutions par habitant au monde. Elles ajoutent qu'à l'exception de la Chine, pour laquelle aucune donnée fiable n'est disponible. L'Iran est le pays où a lieu le plus grand nombre d'exécutions •

Campagne de Solidarité avec les travailleurs d'Iran



Campagne financière de SSTI

Par sa capacité à bloquer l'économie et les administrations, le monde du travail d'Iran peut jouer un rôle décisif dans la lutte pour en finir avec le régime, et construire par en bas un avenir reposant sur les droits et aspirations des exploité.es et opprimé.es.

Cela rend encore plus décisif la libération immédiate des milliers de militant-es croupissant actuellement en prison dans des conditions atroces.

Les travailleurs/euses qui se lancent dans des actions grévistes sont sévèrement réprimé.es. Arrêté.es, ils/elles sont souvent licenciés.es, doivent faire face aux tortures et à des frais de justice exorbitants. Leurs familles sont plongées dans une misère extrême.

Afin de soutenir ces militant-es et leurs familles, et notamment contribuer à la prise en charge des frais de justice et d'avocats, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI) lance une campagne de solidarité financière.

Il s'agit de développer une solidarité internationaliste concrète avec celles et ceux qui luttent courageusement dans des conditions difficiles.

* Chèques (en euros)

A l'ordre de "Solidarité avec les travailleurs iraniens" (attention, le mot socialiste ne figure pas dans ce libellé).

Ces chèques doivent être adressés à l'adresse suivante :

SSTI, CICP 21ter rue Voltaire, 75011 PARIS

* Virements bancaires

- Références bancaires nationales (RIB) :

Banque : 10278 / Guichet : 06069 / N° compte : 00020637801 / Clé : 64

- Coordonnées bancaires internationales :

IBAN : FR 76 10278 06069 0002063780164

BIC / SWIFT : CMCI FR 2A

Compte au nom de : Solidarité avec les travailleurs Iraniens